

CONSEIL COMMUNAL DU 3 MAI 2021
GEMEENTERAAD VAN 3 MEI 2021NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.03.2021**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 29.03.2021

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

Affaires générales - Algemene Zaken**2 « Galopins de Terre » - Convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain destinée à la culture maraîchère à usage privé**

Le Conseil Communal,

Considérant la mise à disposition d'une parcelle de terre située sur le terrain communal Rue Baron Dhanis à 1040 Etterbeek, au profit du Collectif d'habitants « les Galopins de Terre » décidée à la séance du Collège du 23 juin 2016 ;

Considérant la décision du Collège du 12 janvier 2017 de marquer son accord sur l'extension du potager collectif ;

Considérant la convention d'occupation précaire du 23 juin 2016 ;

Considérant l'avenant à la Convention d'occupation précaire du 12 janvier 2017 ;

Considérant que l'occupation de la parcelle mise à disposition par le Collège est gérée en bon père de famille et conformément aux dispositions des conventions précitées ;

Considérant la volonté du collectif d'habitants gérant cette parcelle de pouvoir continuer à l'utiliser ;

DECIDE de marquer son accord sur la convention :

Convention d'occupation précaire

Convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain destinée à la culture maraîchère à usage privé

PREAMBULE:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord pour la mise à disposition d'une parcelle de terre située sur le terrain communal Rue Baron Dhanis à 1040 Etterbeek, au profit du Collectif d'habitants « les Galopins de Terre » en date du 23 juin 2016. Ce droit d'occupation précaire porte sur une bande de terrain d'environ 25m², située à l'arrière du Stade Guy Thys, mitoyen au n°4 de la rue Baron Dhanis et se prolongeant en mitoyen au n°21 de l'avenue le Marinel.

Par une décision du 12 janvier 2017, la Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur l'extension du potager collectif en permettant notamment l'utilisation d'une bande de terrain de 50cm le long du mur mitoyen au n°4 de la Rue Baron Dhanis moyennant le maintien d'un passage d'au moins 4 mètres pour garantir un accès aisé des camions et destiné au placement des bacs à l'exclusion de toute plantation en pleine terre.

S'agissant d'une occupation précaire d'un bien du domaine public, la présente autorisation ne tombe pas dans le champ d'application des différentes lois relatives aux baux loyers, qu'ils soient d'habitation principale, de commerce ou autres reprises au Code Civil.

L'occupant reconnaît par la présente avoir été parfaitement informé de la situation juridique de la parcelle et prendre en occupation celle-ci en connaissance de cause.

ENSUITE DE QUOI :

Entre les soussignés :

La commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom de qui, agissent, Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire Communale faisant fonction, dénommée « propriétaire » au sens de la présente convention

Et

Mr. François SCHMIDT, Représentant le collectif d'habitants porteur du projet,
Résidant à Rue Général Henry, 49 à 1040 Etterbeek

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1: DESCRIPTION DESBIENS DONNES EN LOCATION

Le « propriétaire » met à disposition à titre précaire et révocable tout moment sans indemnité aucune selon les conditions de l'article 3, une parcelle de terrain située sur une partie de terrain actuellement plantée d'une contenance d'environ 25 m².

Le « propriétaire » autorise l'occupant à placer une citerne d'eau de pluie d'une capacité de maximum 1m³

qui sera placée et reliée à la descente d'eau existante du local garage du stade communal dans la mesure où ce placement est techniquement possible. La citerne disposera d'un trop plein relié à l'évacuation d'eau existante.

Le « propriétaire autorise l'utilisation d'une bande de terrain de 50cm le long du mur mitoyen au n°4 de la Rue Baron Dhanis moyennant le maintien d'un passage d'au moins 4 mètres pour garantir un accès aisé des camions et destiné au placement des bacs à l'exclusion de toute plantation en pleine terre.

La parcelle est donnée en occupation dans l'état où elle se trouve, bien connu de l'occupant, sans garantie de contenance et avec toutes les servitudes actives ou passives, le défrichage et le travail de la terre la rendant propice à la culture potagère étant à charge des occupants.

ARTICLE 2 : DESTINATION

La parcelle peut uniquement être utilisée à usage privé, comme jardin, potager, zone naturelle, ou verger à basses tiges.

Le produit des récoltes ne peut faire l'objet d'une quelconque vente.

L'occupant n'est pas autorisé à affecter tout ou partie de la parcelle à l'exercice d'une activité professionnelle.

ARTICLE 3 : DUREE ET RESILIATION

Cette autorisation d'occupation est accordée pour une période de 1 an.

Elle prend cours le 1er avril 2021 pour se terminer de plein droit le 30 mars 2022 sans notification ou signification préalable.

La convention est renouvelable sur demande écrite par lettre recommandée introduite 3 mois avant le terme de la présente convention.

La convention d'occupation ne pourra en aucun cas être renouvelée tacitement.

Les deux parties peuvent renoncer à la présente convention, moyennant un préavis d'un mois à envoyer par lettre recommandée.

Le non-respect des obligations prévues à la présente convention entraînera de plein droit sa résolution sans indemnité.

Au terme de la présente convention, le projet fera l'objet d'une évaluation de la part des autorités communales, par le service Travaux, division Espaces Verts.

En cas d'évaluation favorable, la présente convention pourra être reconduite pour une nouvelle durée d'un an.

En cas d'évaluation défavorable, la convention prendra immédiatement fin entre les parties sans aucune forme d'indemnité.

L'occupation est autorisée à titre gratuit.

ARTICLE 5 : GARANTIE

Aucune garantie n'est demandée.

ARTICLE 6: CONDITIONS DE L'OCCUPATION- PRESCRIPTIONS

L'occupant doit communiquer immédiatement au propriétaire tout changement d'adresse.

L'occupant doit vivre en bon esprit de voisinage.

L'occupant doit cultiver sa parcelle de manière permanente en l'affectant à la culture potagère servant à l'alimentation humaine; la culture de fruits ainsi que celle de fleurs sont souhaitables, mais ne peuvent constituer une exclusivité. De toute manière, la partie de la parcelle affectée à la culture potagère doit représenter au moins 70% de la surface totale du lopin.

L'occupant doit avertir (ou faire avertir) le propriétaire des difficultés (raison de santé par exemple) qu'il rencontrerait pour cultiver sa parcelle.

L'occupant doit enlever les mauvaises herbes et détruire les animaux nuisibles en conformité avec la législation en vigueur, et tenir en état de propreté permanente et de bonne présentation sa parcelle ainsi que les sentiers, haies, clôtures qui la bordent éventuellement.

L'occupant veillera à ne pas incommoder le voisinage par des émanations provenant notamment du stockage de produits ou déchets divers.

La présente convention porte sur le placement de 6 bacs d'environ 80cm sur 240cm. L'ajout de bacs de culture supplémentaires est envisageable mais doit faire l'objet d'une demande au Collège des Bourgmestre et Echevins et d'un avis favorable du service Travaux.

Les perches pour haricots à rames sont autorisées du 15 avril jusqu'à la fin de la récolte.

L'occupant doit gérer sa parcelle en respectant l'environnement, et dans un souci de développement durable.

L'occupant doit enlever lui-même de sa parcelle, tous les déchets produits sur le site qui ne peuvent pas être compostés et prendre toutes les mesures nécessaires, pour garantir une gestion efficace des déchets de jardins.

L'entretien de la parcelle sera entièrement à charge de l'occupant. L'occupant s'engage à conserver la parcelle en bon père de famille, dans un état normal d'entretien.

Au sein du jardin, les activités auxquelles les occupants s'adonnent auront obligatoirement un rapport direct avec la mise en culture et l'entretien des zones potagères.

Les occupants s'engagent à respecter scrupuleusement la quiétude du lieu et ne s'adonneront en aucun cas à des activités pouvant perturber celle-ci.

Les occupants pourront accéder au terrain grâce à un cadenas à code. Ce code ne pourra en aucun cas être transmis à quelqu'un d'extérieur au collectif.

Les horaires d'accès sont limités de 7h à 22h.

ARTICLE 7 : INTERDICTIONS

Le site est un espace public, à ce titre, le Règlement General de Police s'y applique pleinement.

Il est également interdit à l'occupant de:

- vendre, même partiellement, le produit de sa récolte ;
- introduire sur sa parcelle des espèces susceptibles de nuire à l'ensemble ou à une partie du site ;
- modifier les dimensions des parcelles ou celles des chemins communs ; toucher aux bornes et piquets de délimitation ainsi qu'aux panneaux de mise en vente des terrains ;
- dégrader les clôtures ou constructions voisines ou formant limite des parcelles ;
- employer du fil de fer barbelé ;
- utiliser des pesticides. Seuls les moyens de lutte mécanique ou acceptés en culture biologique sont tolérés ;
- installer des constructions tels qu'une cabane de jardin, d'ériger des serres ;
- faire du bruit (radio, cassettes, instruments de musique, etc.) à un niveau sonore pouvant déranger les voisins ;
- planter des arbres à haute tige ;
- laisser des déchets non compostables, de brûler des déchets ou de les enterrer sur leur parcelle, sur les terrains collectifs, sur les abords des terrains et sur les propriétés ;
- rassembler des matériaux sur la parcelle, sur le terrain ou sur les abords de celui-ci, qui n'ont rien à voir avec la bonne gestion de son jardin ;
- utiliser sa parcelle, les abords des terrains ou les parcelles voisines comme toilettes ;

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

Le personnel communal autorise et dûment habilite l'accès en tout temps à la parcelle.

L'occupant décharge expressément le propriétaire de toute responsabilité du chef d'accidents ou incendies qui se produiraient sur la parcelle concédée et ses dépendances, ainsi que du chef de vols, brigandage ou vandalisme dont il pourrait être victime, qu'il s'agisse de produits de culture, de matériel, etc.

ARTICLE 10 : PUBLICITE

L'occupant peut uniquement placer sur la parcelle un écriteau indiquant son nom. Toute publicité est interdite sauf autorisation spécifique du « propriétaire ».

ARTICLE 11 : ASSURANCE

L'occupant est tenu de se faire dûment assurer, pendant toute la durée de l'autorisation, contre les risques liés à l'activité exercée.

L'occupant renonce à tout recours contre le « propriétaire » pour tout dommage qu'il pourrait subir du chef des articles 1386 et 1741 du code civil.

ARTICLE 12: ENVIRONNEMENT-URBANISME

L'occupant déclare respecter en tout temps les prescriptions urbanistiques en vigueur.

En cas de contradiction entre certaines stipulations de la présente convention et lesdites prescriptions urbanistiques, ces dernières auraient la priorité.

ARTICLE 13: OCCUPATION ET SOUS-OCCUPATION

Sauf autorisation écrite préalable du « propriétaire », il est expressément interdit à l'occupant de céder en tout ou en partie les droits nés de la présente autorisation.

Tous les cas non prévus par la présente convention seront tranchés sans appel par le Collège des Bourgmestres et Echevins, après avoir entendu la (ou les) partie(s) en cause.

Etterbeek, le

LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART:

Par ordonnance:

Le Bourgmestre

La Secrétaire Communale faisant fonction :

LE(S) SOUSSIGNE (ES) DE SECONDE PART

« Galopins de Terre » - Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel grond bestemd voor groenteteelt voor privégebruik

De gemeenteraad,

gelet op de terbeschikkingstelling van een perceel grond gelegen op gemeentelijk terrein in de Baron Danhisstraat in 1040 ten gunste van het inwonerscollectief "Les Galopins de Terre" bij beslissing van het college van 23 juni 2016;

gelet op de beslissing van het college van 12 januari 2017 om akkoord te gaan met de uitbreiding van de collectieve moestuin;

gelet op de preciaire gebruiksovereenkomst van 23 juni 2016;

gelet op het aanhangsel bij de preciaire bezettingsovereenkomst van 12 januari 2017;

overwegende dat het perceel dat ter beschikking wordt gesteld door het college als een goede huisvader wordt beheerd in overeenstemming met de bepalingen uit de voornoemde overeenkomsten;

overwegende dat het inwonerscollectief dat dit perceel beheert het wil blijven gebruiken;

BESLIST om akkoord te gaan met de overeenkomst:

Preciaire gebruiksovereenkomst

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een perceel grond bestemd voor groenteteelt voor privégebruik

PREAMBULE

Het college van burgemeester en schepenen is op 23 juni 2016 akkoord gegaan met de terbeschikkingstelling van een perceel grond gelegen op gemeentelijk terrein in de Baron Danhisstraat in 1040 ten gunste van het inwonerscollectief “Les Galopins de Terre”. Het preciaire gebruiksrecht heeft betrekking op een strook grond van ongeveer 25 vierkante meter dat achter het Guy Thysstadion ligt, grenst aan huisnummer 4 van de Baron Dhanisstraat en aangrenzend doorloopt tot huisnummer 21 van de Le Marinellaan.

Bij een beslissing van 12 januari 2017 is het college van burgemeester en schepenen akkoord gegaan met de uitbreiding van de collectieve moestuin door het gebruik toe te staan van een strook grond van 50 cm langs de gemene muur van huisnummer 4 van de Baron Dhanisstraat, op voorwaarde dat een doorgang van ten minste 4 meter wordt vrijgehouden om een gemakkelijke toegang voor vrachtwagens te garanderen en bedoeld is voor de plaatsing van bakken, met uitsluiting van elke beplanting in de volle grond.

Aangezien het gaat over een preciaire bezetting van een goed van het openbaar domein, valt deze toelating buiten het toepassingsgebied van de verschillende wetten in verband met huurcontracten, of het nu gaat over een hoofdwoning, handelszaak of andere uit het Burgerlijk Wetboek.

De gebruiker erkent hierbij perfect geïnformeerd te zijn over de juridische situatie van het perceel en het met kennis van zake in gebruik te nemen.

WAARNA:

Tussen de ondergetekenden:

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, hierna “eigenaar” genoemd in de zin van deze overeenkomst,

en

de heer François SCHMIDT, vertegenwoordiger van het inwonerscollectief, projectdrager,
Woonachtig in Generaal Henrystraat 49 in 1040 Etterbeek

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

ARTIKEL 1: BESCHRIJVING VAN DE IN GEBRUIK GEGEVEN GOEDEREN

De eigenaar stelt tijdelijk en steeds herroepbaar en zonder enige vergoeding volgens artikel 3 een perceel grond van ongeveer 25 m² ter beschikking dat gelegen is op een deel van een stuk grond dat momenteel beplant is.

De eigenaar geeft de gebruiker toestemming om een regenwatertank met een capaciteit van maximaal 1 m³ te plaatsen. Die wordt verbonden aan de bestaande regenpijp van het garagelokaal van het gemeentelijke stadion voor zover dat technisch gezien mogelijk is. De tank beschikt over een overloop die verbonden wordt met de bestaande waterafvoer.

De eigenaar geeft toestemming voor het gebruik van een strook grond van 50 cm langs de gemene muur van huisnummer 4 van de Baron Dhanisstraat, op voorwaarde dat een doorgang van ten minste 4 meter wordt vrijgehouden om een gemakkelijke toegang voor vrachtwagens te garanderen en bedoeld is voor de plaatsing van bakken, met uitsluiting van elke beplanting in de volle grond.

Het perceel wordt in gebruik gegeven in de staat waarin het zich bevindt en waarvan de gebruiker op de hoogte is zonder garanties over de oppervlakte en met alle actieve of passieve erfdienstbaarheden. De ontginning en de bewerking van de grond, die het terrein geschikt maken voor moestuinteelt, zijn voor rekening van de gebruikers.

ARTIKEL 2: BESTEMMING

Het perceel mag enkel voor privédoeleinden gebruikt worden als tuin, moestuin, natuurgebied of boomgaard met laagstambomen.

De oogstopbrengst mag niet verkocht worden.

De gebruiker mag het volledige perceel of een deel ervan niet gebruiken voor de uitoefening van een beroepsactiviteit.

ARTIKEL 3: DUUR EN ONTBINDING

Deze gebruikstoelating wordt verleend voor een periode van een jaar.

Ze gaat in op 1 april 2021 en eindigt van rechtswege op 30 maart 2022 zonder voorafgaande kennisgeving of betekening.

De overeenkomst kan verlengd worden na een schriftelijke aanvraag per aangetekend schrijven drie maanden voor het einde van deze overeenkomst.

De gebruiksovereenkomst kan in geen geval stilzwijgend verlengd worden.

Beide partijen kunnen afzien van deze overeenkomst op voorwaarde van een opzegtermijn van een maand die per aangetekend schrijven verstuurd moet worden.

De niet-naleving van de verplichtingen uit deze overeenkomst heeft van rechtswege haar ontbinding tot gevolg zonder vergoeding.

Na afloop van deze overeenkomst wordt het project geëvolueerd door de gemeentelijke overheid, door de dienst Openbare Werken, afdeling Groene Ruimten.

In geval van een positieve evaluatie kan deze overeenkomst verlengd worden voor een nieuwe periode van een jaar.

In geval van een negatieve evaluatie eindigt de overeenkomst tussen de partijen onmiddellijk zonder enige vorm van vergoeding.

Het perceel wordt kosteloos ter beschikking gesteld.

ARTIKEL 5: WAARBORG

Er wordt geen waarborg gevraagd.

ARTIKEL 6: VOORWAARDEN VOOR HET GEBRUIK EN VOORSCHRIFTEN

De gebruiker moet de eigenaar onmiddellijk op de hoogte brengen van elke adreswijziging.

De gebruiker moet in goede verstandhouding samenleven met de burenen.

De gebruiker moet zijn perceel permanent verbouwen. Hij gebruikt het voor moestuinteelt om voeding voor de mens te produceren. De teelt van fruit en bloemen is wenselijk, maar mag niet de enige teelt zijn op het perceel. Het deel van het perceel dat gebruikt wordt voor moestuinteelt moet minstens 70% van de totale oppervlakte van het stuk grond vertegenwoordigen.

De gebruiker moet de eigenaar waarschuwen (of laten waarschuwen) over de moeilijkheden die hij zou ondervinden om het perceel te verbouwen (bijvoorbeeld om gezondheidsredenen).

De gebruiker moet onkruid wieden en schadelijke dieren verdelgen in overeenstemming met de geldende wetgeving en ervoor zorgen dat het perceel en de paden, hagen en omheining eromheen er steeds proper bij liggen.

De gebruiker zorgt ervoor dat hij de burenen niet hindert met stank die afkomstig is van de opslag van producten of afval.

Deze overeenkomst heeft betrekking op de plaatsing van zes bakken van ongeveer 80 cm bij 240 cm. Er kunnen bijkomende teeltbakken worden geplaatst maar daarvoor moet een aanvraag worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen en de dienst Openbare Werken moet een gunstig advies geven.

De stokken voor stokbonen zijn toegelaten van 15 april tot het einde van de oogst.

De gebruiker moet zijn perceel op een milieuvriendelijke en duurzame manier beheren.

De gebruiker moet zelf al het afval dat ter plaatse geproduceerd wordt en niet gecomposteerd kan worden verwijderen van zijn perceel. Hij neemt de nodige maatregelen voor een efficiënt beheer van het tuinafval.

Het onderhoud van het perceel is volledig ten laste van de gebruiker. De gebruiker verbindt zich ertoe het perceel te onderhouden als een goede huisvader en in normale onderhoudsstaat te behouden.

In de tuin moeten de activiteiten waarmee de gebruikers zich bezighouden rechtstreeks verband houden

met de bebouwing en het onderhoud van de moestuinzones.

De gebruikers verbinden zich ertoe de rust van de omgeving strikt te respecteren en houden zich in geen geval bezig met activiteiten die de rust zouden kunnen verstoren.

De gebruikers hebben toegang tot het terrein via een cijferslot. De code mag in geen geval doorgegeven worden aan personen die geen deel uitmaken van het collectief.

De toegangsuren zijn beperkt van 7 uur tot 22 uur.

ARTIKEL 7: VERBODEN

De site is een openbare ruimte en het algemeen politiereglement is dan ook van toepassing.

Het is voor de gebruiker eveneens verboden om:

- de opbrengst van zijn oogst te verkopen, zelfs gedeeltelijk;
- soorten te introduceren op het perceel die de volledige site of een deel ervan zouden kunnen schaden;
- de afmetingen van de percelen of die van de gemeenschappelijke wegen te wijzigen; te raken aan de grenspalen en afbakeningspalen noch aan de verkoopborden op het terrein;
- de omheiningen, aanpalende constructies of constructies die de grens van de percelen vormen te beschadigen;
- prikkeldraad te gebruiken;
- pesticiden te gebruiken. Enkel mechanische bestrijdingsmiddelen of middelen die aanvaard worden in de biologische teelt zijn toegelaten;
- constructies zoals een tuinhuisje te plaatsen of serres te bouwen;
- lawaai te maken (radio, cassettes, muziekinstrumenten, enz.) op een geluidsniveau dat de burens zou kunnen storen;
- hoogstambomen te planten;
- afval achter te laten dat niet gecomposteerd kan worden, afval te verbranden of te begraven op het perceel, op de gemeenschappelijke terreinen, in de omgeving van de terreinen en op de eigendommen;
- op het perceel, op het terrein of in de omgeving materialen te verzamelen die niets te maken hebben met het goede beheer van de tuin;
- het perceel, de omgeving van de terreinen of naburige percelen te gebruiken als toilet.

ARTIKEL 9: ALGEMENE BEPALINGEN

Het bevoegde gemeentepersoneel heeft op elk moment toegang tot het perceel.

De gebruiker ontslaat de eigenaar uitdrukkelijk van alle verantwoordelijkheden voor ongevallen of branden die zich zouden kunnen voordoen op het in gebruik gegeven perceel en zijn bijgebouwen alsook voor diefstal of vandalisme waarvan hij het slachtoffer zou kunnen zijn, zowel wat de oogstopbrengsten als wat het materiaal betreft.

ARTIKEL 10: RECLAME

De gebruiker mag op het perceel enkel een bord met zijn naam plaatsen. Elke vorm van reclame is verboden behalve wanneer de eigenaar toestemming geeft.

ARTIKEL 11: VERZEKERING

De gebruiker moet zich behoorlijk verzekeren tegen de risico's die verband houden met de uitgeoefende activiteit en dat tijdens de volledige duur van de toelating.

De gebruiker ziet af van elk beroep tegen de eigenaar voor schade die hij zou kunnen lijden op gezag van artikels 1386 en 1741 van het Burgerlijk Wetboek.

ARTIKEL 12: LEEFMILIEU – STEDENBOUW

De gebruiker verklaart de geldende stedenbouwkundige voorschriften op elk moment te respecteren.

In geval van tegenstrijdigheid van bepaalde bepalingen uit deze overeenkomst en die stedenbouwkundige voorschriften, krijgen die laatste voorrang.

ARTIKEL 13: GEBRUIK EN ONDERGEBRUIKGEVING

Behalve wanneer de eigenaar vooraf schriftelijke toestemming geeft, is het voor de gebruiker uitdrukkelijk verboden om de rechten die voortvloeien uit deze toelating volledig of gedeeltelijk over te dragen.

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle gevallen die niet voorzien zijn in deze overeenkomst nadat het de partij(en) in kwestie gehoord heeft.

Etterbeek,

DE EERSTE ONDERGETEKENDEN:

In opdracht:

De burgemeester,

De waarnemend gemeentesecretaris

1 annexe / 1 bijlage

Convention d'occupation précaire Galopins de terre.docx

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

3 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 18/03/2021.

Objet : Vidage et nettoyage de l'appartement F376WA2 situé au 2ème étage de l'immeuble 376/380 chaussée de Wavre - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.600,00 € HTVA – 4.356,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

Date : 01/04/2021.

Objet : Rez-de-chaussée commercial F295WA0 sis 295 chaussée de Wavre - Mise en conformité de l'installation électrique - Approbation des condition et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : : 1.000,00 € HTVA – 1.210,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 18/03/2021 et 01/04/2021 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 18/03/2021.

Onderwerp: Leegmaken en schoonmaken van het appartement F376WA2 gelegen op de 2e verdieping van gebouw 376/380 Waversesteenweg - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 3.600,00 € zonder B.T.W.– 4.356,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 01/04/2021.

Onderwerp: Handelsuimte F295WA0 gelegen op de gelijkvloer 295 Waversesteenweg - In overeenstemming brengen van de elektrische installatie - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.000,00 € zonder B.T.W.– 1.210,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2021 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 18/03/2021 en 01/04/2021 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

4 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **18/03/2021** ;

Objet : Remplacement et réparation de châssis - Volets – Phase VI - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulte - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 120.000,00 € HTVA – 127.200,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2021 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18/03/2021 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking -

Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **18/03/2021** werd genomen:

Onderwerp: Vervanging en herstelling van vensterramen – Rolluiken – Fase VI - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 120.000,00 € zonder B.T.W. – 127.200,00 € (B.T.W. 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18/03/2021 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €.

Jeunesse - Jeugd

5 Attribution des subsides pour l'appel à projets jeunesse

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en séance du 14/11/2020, le conseil communal a approuvé le règlement relatif aux subsides ainsi que le budget alloué à ce projet ;

Considérant les critères d'évaluation stipulant que dans le cadre de l'appel à projets, l'intervention de la commune s'élève à un montant maximum de 3.500 euros par projet. Le projet pour lequel un subside sera demandé peut prendre différentes formes et viser des objectifs divers, mais seront soutenus prioritairement – sur base de l'appel à projet – les projets visant à promouvoir :

- Les échanges intergénérationnels ;
- L'accessibilité aux outils numériques ;

- L'accès à la culture;
- L'éducation au développement durable ;
- Le soutien scolaire ;

Considérant la procédure de sélection stipulant que les dossiers sont examinés par une commission d'avis composée :

- Du membre du Collège des Bourgmestre et Echevins en charge de la jeunesse ou de l'un de ses représentants ;
- Du membre du Collège des Bourgmestre et Echevin en charge de l'enseignement ou de l'un de ses représentants;
- D'un membre du Service Jeunesse ;
- D'un membre externe sélectionné sur candidature, parmi les professionnels du domaine de la jeunesse ou de l'enseignement.

Considérant que le membre externe a été officiellement désigné par la commission d'avis, sous présentation de candidature et de dossier lors de la première réunion de la commission d'avis en la date du 17 mars 2021 ;

Considérant que la commission d'avis a vérifié, conformément au règlement si les associations porteuses de projets avaient déjà obtenu un subside communal ;

Considérant que le règlement privilégie le lien avec la commune et le respect d'une des thématiques proposées, les deux critères incontournables pour que les projets soient éligibles;

Considérant que la commission d'avis a par ailleurs porté une attention particulière à la faisabilité de chaque projet;

Considérant que la répartition s'est réalisée comme suit : (détails complets et explications en annexe)

<u>Associaiton</u>	<u>montant subside alloué :</u>
SENGHOR	2.388 euros
ALT ASBL	2.970 euros
LHS	2.240 euros
URBANSTEP	1.300 euros
BC025 BENOIT (scouts)	1.500 euros
DREAM SPORT ASBL	0
SEUIL ASBL	0
RED FOOT FAUTEUIL ASBL	1.166 euros
ROYAL U.A.A ETTERBEEK	0
UNITE Sainte-Gertrude	0
MJ LA CLEF	2.500 euros
CONTERIES	3.500 euros
CHASS'INFO	0
SAMARCANDE	0
(intergenerationnel)	0
SAMARCANDE (culture)	0

Considérant, après analyse des différentes demandes de subsides, qu'une part non-négligeable de ces derniers portent sur une acquisition en bonne et due forme de matériel par les associations ;

Considérant que la commission d'avis propose au Collège de répondre à cette demande générale de matériel numérique et d'une demande de matériel de cuisine en acquérant du matériel communal qui serait mis à disposition de l'ensemble des associations. La gestion de celui-ci se ferait en coordination avec le service. L'achat dudit matériel se ferait donc en fonction des moyens budgétaires disponibles (détails voir annexe) ; Les autres demandes de matériels « consommables » figurant dans les demandes sont quant à elle considérées dans les délibérations de la commission d'avis.

Considérant qu'au regard des critères précités, la commission d'avis considère que seront exclus : les projets qui n'ont pas respecté l'échéance de remise de candidature, ni les critères d'éligibilité, les projets qui ne sont pas faisables techniquement, les projets pour lesquels un subside est déjà attribué pour les mêmes activités ;

Considérant qu'in fine la commission d'avis a essayé de répondre de façon objective, et de façon proportionnelle aux demandes ;

Considérant les informations complémentaires reçues par la commission d'avis, et la nécessité d'étendre la période de délibération ;

Considérant l'échéance du 29 mars 2021 comme date limite de sélection des projets, la commission d'avis soumet le résultat de sa délibération pour le collège du 1^{er} avril, premier collège suivant la date d'échéance en question.

DECIDE :

1. De valider le résultat de la délibération du jury qui est : l'attribution d'un montant de 18.179 euros aux ASBL Jeunesse et la mise à disposition du budget restant à savoir 11.821 euros, pour un pack numérique communal dont la gestion serait coordonnée par le service de la jeunesse. (cf. ; rapport appel à projets) ainsi que pour un pack « atelier de cuisine ».
2. D'autoriser le service jeunesse à faire le tour des asbl demanderesses de matériel afin de motiver un futur achat par la commune pour une mise à disposition future.

Toewijzing van subsidies voor de oproep tot het indienen van projecten voor jongeren

Het college van burgemeester en schepenen,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 14/11/2020 het subsidiereglement en het budget voor dit project heeft goedgekeurd;

gelet op de evaluatiecriteria die bepalen dat in het kader van deze projectoproep, de tussenkomst van de gemeente maximaal 3.500 euro per project bedraagt. Het project waarvoor een subsidie wordt aangevraagd

kan verschillende vormen aannemen en verschillende doelstellingen nastreven, maar op basis van de projectoproep zullen in de eerste plaats projecten worden gesteund die tot doel hebben om:

- intergenerationele uitwisselingen te bevorderen;
- de toegang tot digitale hulpmiddelen te bevorderen;
- de toegang tot cultuur te bevorderen;
- de educatie over duurzame ontwikkeling te bevorderen;
- schoolondersteuning te bevorderen;

gelet op de selectieprocedure die bepaalt dat de dossiers worden onderzocht door een adviescommissie die bestaat uit:

- het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Jeugd of een van zijn vertegenwoordigers,
- het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Onderwijs of een van zijn vertegenwoordigers,
- een lid van de dienst Jeugd,
- een extern lid, dat werd geselecteerd op basis van een kandidatuur en die professioneel actief is binnen het domein van jeugd of onderwijs;

overwegende dat dat externe lid officieel werd aangesteld door de adviescommissie, met kandidatuurstelling en dossier, tijdens de eerste adviescommissie van 17 maart 2021;

overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met het reglement is nagegaan of de verenigingen die een project dragen al een gemeentelijke subsidie hebben gekregen;

overwegende dat het reglement voorrang geeft aan de band met de gemeente en de naleving van de voorgestelde thema's, twee criteria die noodzakelijk zijn om het project in aanmerking te kunnen nemen;

overwegende dat de adviescommissie bovendien bijzondere aandacht heeft besteed aan de haalbaarheid van elk project;

overwegende dat de verdeling als volgt is: (volledige details en uitleg in bijlage)

<u>Vereniging</u>	<u>Bedrag van de subsidie</u>
SENGHOR	2.388 euro
ALT VZW	2.970 euro
LHS	2.240 euro
URBANSTEP	1.300 euro
BC025 BENOIT (scouts)	1.500 euro
DREAM SPORT VZW	0
SEUIL VZW	0
RED FOOT FAUTEUIL VZW	1.166 euro
ROYAL U.A.A ETTERBEEK	0
UNITE Sainte-Gertrude	0

JEUGDHUIS “LA CLEF”	2.500 euro
CONTERIES	3.500 euro
CHASS’INFO	0
SAMARCANDE	0
(intergenerationeel)	0
SAMARCANDE (cultuur)	0
Basenvol vzw	615 euro
THUY	overwegende dat na analyse van de verschillende subsidieaanvragen een niet te

verwaarlozen deel van die aanvragen betrekking heeft op de aankoop van materiaal door de verenigingen;

overwegende dat de adviescommissie voorstelt aan het college om te beantwoorden aan die algemene vraag naar digitaal materiaal en keukenmateriaal door gemeentelijk materiaal aan te kopen dat ter beschikking zou worden gesteld van alle verenigingen. Het beheer van dat materiaal zou gebeuren in overleg met de dienst. Het materiaal zou worden aangekocht in functie van de beschikbare budgetten (zie details in bijlage). Andere aanvragen voor “consumptiemateriaal” uit de aanvragen worden behandeld in de beraadslagingen van de adviescommissie;

overwegende dat de adviescommissie in het licht van de bovengenoemde criteria heeft beslist dat de volgende projecten zijn uitgesloten: projecten die noch de deadline voor de indiening van de kandidatuur noch de criteria om in aanmerking te komen hebben gerespecteerd; projecten die technisch gezien niet haalbaar zijn en projecten waarvoor al een subsidie werd toegekend voor dezelfde activiteiten;

overwegende dat de adviescommissie heeft geprobeerd om op een objectieve en evenredige manier te beantwoorden aan de vragen;

gelet op de bijkomende informatie die de adviescommissie heeft ontvangen en de noodzaak om de periode voor de beraadslaging uit te breiden;

gelet op de deadline van 29 maart 2021 als uiterste datum voor de selectie van de projecten legt de adviescommissie het resultaat van zijn beraadslaging voor aan het college van 1 april, het eerste college na de deadline in kwestie;

BESLIST

1. om het resultaat van de beraadslaging van de jury goed te keuren, met name: de toekenning van een bedrag van 18.179 euro aan de jeugdverenigingen zonder winstoogmerk en de terbeschikkingstelling van het resterende budget van 11.821 euro voor een gemeentelijk digitaal pakket waarvan het beheer zou worden gecoördineerd door de dienst Jeugd (zie verslag projectoproep) en voor een pakket “kookworkshop”;
2. om de dienst Jeugd toestemming te geven om navraag te doen bij de vzw's die om materiaal vragen met als doel om een toekomstige aankoop door de gemeente en de toekomstige terbeschikkingstelling van dat materiaal te motiveren.

8 annexes / 8 bijlagen

Règlement subsides NL.pdf, Règlement subsides FR.pdf, Appel à projets jeunesse 2020-2021 NL.pdf, Annexe tableau appel à projets avec note complémentaire NL.pdf, rapport appel à projets_26032021.docx.pdf, rapport appel à projets NL.pdf, Appel à projets jeunesse 2020-2021 FR.pdf,

Achats - Aankopen

6 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 139.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 10 décembre 2020

Objet : Centre culturel « Senghor » - Acquisition d'équipements pour la cuisine

Estimation de la dépense : € 1.210,69 TVA comprise

Article budgétaire : 762/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 10 décembre 2020

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Remplacement de l'éclairage de la salle de gymnastique

Estimation de la dépense : € 12.095,80 TVA comprise

Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Coordination du Plan Propreté – Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 1.369,12 TVA comprise

Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Académie Constantin Meunier – Acquisition de tabourets

Estimation de la dépense : € 850,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Académie Constantin Meunier – Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 4.300,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Institut E. Richard (Buedts) – Acquisition de petits matériels pédagogiques (électricité)
Estimation de la dépense : € 750,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Propriétés communales – Diverses études de stabilité selon besoins
Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/747-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Garage communal – Acquisition d'un appareil airco pour l'atelier
Estimation de la dépense : € 2.420,00 TVA comprise
Article budgétaire : 136/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Institut E. Richard (Buedts) – Acquisition d'équipements pédagogiques (garage)
Estimation de la dépense : € 5.620,10 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Institut E. Richard (Buedts) – Acquisition de mobiliers divers
Estimation de la dépense : € 14.860,01 TVA comprise
Article budgétaire : 735/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Académie Jean Absil – Acquisition de mobiliers divers
Estimation de la dépense : € 8.487,36 TVA comprise
Article budgétaire : 734/741-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Académie Jean Absil – Acquisition d'instruments de musique
Estimation de la dépense : € 34.998,95 TVA comprise
Article budgétaire : 734/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Sports – Acquisition de matériels sportifs pour club reconnus
Estimation de la dépense : € 8.897,40 TVA comprise
Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Rapatriement des noms de domaine (site Internet)
Estimation de la dépense : € 726,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Migration des serveurs (consultance)
Estimation de la dépense : € 10.285,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat d'ilots de tri

Estimation de la dépense : € 72.413,66 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de switchs supplémentaires avec wallmount
Estimation de la dépense : € 12.316,64 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Mise en place de l'hébergement des serveurs
Estimation de la dépense : € 44.761,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de petits périphériques
Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Enseignement primaire – Achat de tablettes
Estimation de la dépense : € 6.292,85 TVA comprise
Article budgétaire : 722/742-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Institut E. Richard (Buedts) – Achat d'équipement hydraulique et pneumatique pédagogique
Estimation de la dépense : € 8.005,36 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 17 décembre 2020

Objet : Voirie – Fourniture et placement d'une clôture autour du potager rue Général Henry
Estimation de la dépense : € 5.068,93 TVA comprise
Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 14 janvier 2021

Objet : Organisation de stages sportifs et d'éveil – Acquisition de matériel sportif et de gymnastique
Estimation de la dépense : € 22.618,81 TVA comprise
Article budgétaire : 763/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 28 janvier 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de matériaux pour la confection des caves de stockage
Estimation de la dépense : € 8.634,63 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 28 janvier 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition, placement et câblage d'un laser éclairant la façade du nouveau centre administratif
Estimation de la dépense : € 6.100,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 28 janvier 2021

Objet : Voirie – Acquisition de bollards

Estimation de la dépense : € 2.163,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 28 janvier 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition d'équipements pour les différents services (porte-manteaux, cintres, porte-parapluies)

Estimation de la dépense : € 1.928,46 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 28 janvier 2021

Objet : Voirie – Acquisition de potelets à mémoire de forme

Estimation de la dépense : € 12.632,40 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition et placement d'arceaux pour le parking vélos

Estimation de la dépense : € 3.799,40 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Parcs et plantations – Aménagements divers dans les espaces verts

Estimation de la dépense : € 49.924,60 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Mobilité – Acquisition et placement de box-vélos sur le territoire communal

Estimation de la dépense : € 31.177,50 TVA comprise

Article budgétaire : 410/721-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Parcs et plantations – Acquisition d'arbres et plantations diverses

Estimation de la dépense : € 15.466,50 TVA comprise

Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition et placement d'écrans de protection (Covid-19) pour guichets et bureaux

Estimation de la dépense : € 12.535,60 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Etude relative à l'établissement du dossier « Incendie » suivant les impositions en matière d'incendie sur les lieux de travail et mise en place des mesures

Estimation de la dépense : € 14.810,40 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Parcs et plantations – Renouvellement des murets de soutènement de l'aire de jeux du jardin de Fontenay

Estimation de la dépense : € 54.640,24 TVA comprise
Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition et placement de boîtes aux lettres
Estimation de la dépense : € 3.660,25 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Mobiliers urbains – Acquisition de poubelles avec cendrier
Estimation de la dépense : € 90.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de meubles à compartiment pour le tri du courrier
Estimation de la dépense : € 661,57 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Voirie – Marquages routiers – Placement de bandes thermoplastiques blancs (zones 30)
Estimation de la dépense : € 3.847,80 TVA comprise
Article budgétaire : 421/731-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : I.S.F.CE. – Acquisition de mobiliers divers
Estimation de la dépense : € 11.266,31 TVA comprise
Article budgétaire : 741/7741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Voirie – Acquisition d'un redresseur de potelets
Estimation de la dépense : € 4.053,50 TVA comprise
Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de distributeurs automatiques de gel hydroalcoolique (fixation murale et sur pied)
Estimation de la dépense : € 3.448,50 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition d'un chariot à dossier fixe pour le courrier postal (huissiers)
Estimation de la dépense : € 219,01 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition d'armoires vestiaires pour les douches
Estimation de la dépense : € 3.889,34 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de serrures et de poignées antipanique à placer dans les sous-sols

Estimation de la dépense : € 1.048,28 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Administration générale – Achat de laptops
Estimation de la dépense : € 13.980,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/742-53 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Achat de poubelles à pédale avec couvercle à placer dans les sanitaires
Estimation de la dépense : € 4.076,95 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 11 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Réalisation d'une brochure à destination des habitants etterbeekoïis, la conception de bâches et autres supports de communication en vue d'annoncer le déménagement des services de l'hôtel communal vers le nouvel hôtel communal sur le site des Jardins de la Chasse
Estimation de la dépense : € 5.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Parcs et plantations – Travaux d'abattage et d'élagage
Estimation de la dépense : € 19.499,15 TVA comprise
Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Service de Prévention – Acquisition de matériel sono pour le studio d'enregistrement
Estimation de la dépense : € 900,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Service de Prévention – Acquisition de tables pliantes
Estimation de la dépense : € 520,54 TVA comprise
Article budgétaire : 300/741-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Propreté publique – Achat de masques intégraux pour le service « Détagage »
Estimation de la dépense : € 1.012,77 TVA comprise
Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Certification BREEAM du nouveau centre administratif
Estimation de la dépense : € 48.400,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Etablissement des états des lieux d'entrée du centre administratif
Estimation de la dépense : € 9.220,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Garage communal – Installation d’air conditionné chez le concierge et à l’atelier
Estimation de la dépense : € 9.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 136/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Voirie – Achat d’un marteau-piqueur avec burins
Estimation de la dépense : € 2.471,46 TVA comprise
Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Centre culturel « Senghor » - Remplacement de portes coupe-feu et cloisons
Estimation de la dépense : € 24.995,90 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 février 2021

Objet : Centre culturel « Senghor » - Mise en conformité partielle de l’installation électrique + éclairage de secours
Estimation de la dépense : € 26.004,80 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 mars 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de tables pour le local des huissiers
Estimation de la dépense : € 603,79 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 4 mars 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de deux tables à langer à placer dans les toilettes publiques
Estimation de la dépense : € 383,04 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 18 mars 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Construction d’un raccordement à l’égout (rue Beckers)
Estimation de la dépense : € 1.751,98 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 18 mars 2021

Objet : Sécurisation contre l’intrusion de l’ancien hôtel communal par des paillasses grillagées
Estimation de la dépense : € 29.928,38 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 mars 2021

Objet : Sécurisation contre l’intrusion de l’ancien bâtiment du CPAS par des paillasses grillagées
Estimation de la dépense : € 29.928,38 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 mars 2021

Objet : Institut Ernest Richard (Pl. St-Pierre) – Remplacement d’un four et d’une taque de cuisson (section cuisine)
Estimation de la dépense : € 1.009,26 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 mars 2021

Objet : Institut Ernest Richard (Pl. St-Pierre) – Acquisition de matériels de cuisine (section cuisine)

Estimation de la dépense : €6.838,47 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2021

Date : 25 mars 2021

Objet : Jardins de la Chasse – Acquisition de mobiliers divers (porte-manteaux, chariots porte-documents, armoires vestiaires et pour produits dangereux...)

Estimation de la dépense : €15.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2021

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten –
Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 139.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 10 december 2020

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - Aankoop van uitrusting voor de keuken

Raming van de uitgave : €1.210,69 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 762/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 10 december 2020

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Vervanging van de verlichting in de turnzaal

Raming van de uitgave : €12.095,80 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Coördinatie Netheidsplan – Aankoop van allerlei materiaal
Raming van de uitgave : € 1.369,12 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van krukken
Raming van de uitgave : € 850,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 734/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van allerlei materiaal
Raming van de uitgave : € 4.300,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 734/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Instituut E. Richard (Buedts) – Aankoop van klein pedagogisch materiaal (elektriciteit)
Raming van de uitgave : € 750,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Verschillende stabiliteitsstudies volgens behoeften
Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 124/747-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van een airco-apparatuur voor de werkplaats
Raming van de uitgave : € 2.420,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 136/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Instituut E. Richard (Buedts) – Aankoop van pedagogische uitrusting (garage)
Raming van de uitgave : € 5.620,10 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Instituut E. Richard (Buedts) – Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 14.860,01 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 735/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei meubilair
Raming van de uitgave : € 8.487,36 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 734/741-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van muziek instrumenten
Raming van de uitgave : € 34.998,95 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 734/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Sporten – Aankoop van sportmateriaal voor herkende clubs
Raming van de uitgave : € 8.897,40 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Repatriëring van domeinnamen (site Internet)
Raming van de uitgave : € 726,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Migratie van de servers (consultance)
Raming van de uitgave : € 10.285,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van sorteereilanden
Raming van de uitgave : € 72.413,66 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van bijkomende switchen met wallmount
Raming van de uitgave : € 12.316,64 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Instellen van de computer hosting van de servers
Raming van de uitgave : € 44.761,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van klein computerrandapparatuur
Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van tablets
Raming van de uitgave : € 6.292,85 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 722/742-53 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Instituut E. Richard (Buedts) – Aankoop van pedagogisch hydraulische en pneumatische uitrusting
Raming van de uitgave : € 8.005,36 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 17 december 2020

Voorwerp : Wegenis – Leveren en plaatsen van een omheining rond de moestuin Generaal Henrystraat
Raming van de uitgave : € 5.068,93 BTW inclusief
Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 14 januari 2021

Voorwerp : *Organisatie van sport en ontwakings- stages – Aankoop van sport en turnmateriaal*

Raming van de uitgave : € 22.618,81 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 763/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 28 januari 2021

Voorwerp : *Jachthof – Aankoop van materiaal voor het scheppen van de opslagkelders*

Raming van de uitgave : € 8.634,63 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 28 januari 2021

Voorwerp : *Jachthof – Aankoop, plaatsen en bekabeling van een laser die de gevel van het nieuw administratief centrum verlicht*

Raming van de uitgave : € 6.100,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 28 januari 2021

Voorwerp : *Wegenis – Aankoop van bolders*

Raming van de uitgave : € 2.163,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 28 januari 2021

Voorwerp : *Jachthof – Aankoop van uitrustingen voor verschillende diensten (kapstokken, hangers, paraplu-dragers)*

Raming van de uitgave : € 1.928,46 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 28 januari 2021

Voorwerp : *Wegenis – Aankoop van paaltjes met vormgeheugen*

Raming van de uitgave : € 12.632,40 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : *Jachthof – Aankoop en plaatsen van hoepels voor fietsenparking*

Raming van de uitgave : € 3.799,40 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : *Parken en beplantingen – Verscheidene inrichtingen in de groene ruimtes*

Raming van de uitgave : € 49.924,60 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : *Mobiliteit – Aankoop en plaatsen van fietsboxen op het gemeentelijk grondgebied*

Raming van de uitgave : € 31.177,50 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 410/721-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : *Parken en beplantingen – Aankoop van bomen en allerlei beplantingen*

Raming van de uitgave : € 15.466,50 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop en plaatsen van beschermingsschermen (Covid-19) voor loketten en bureaus

Raming van de uitgave : € 12.535,60 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Studie betreffende het opstellen van een « brand »-dossier volgens de vereisten inzake brand op de werkplaatsen en het instellen van de maatregelen

Raming van de uitgave : € 14.810,40 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Parken en beplantingen – Vernieuwen van de kleine steunmuren van de speelplein in de Fontenaytuin

Raming van de uitgave : € 54.640,24 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop en plaatsen van brievenbussen

Raming van de uitgave : € 3.660,25 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Stadsmeubilair – Aankoop van vuilnisbakken met asbak

Raming van de uitgave : € 90.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van meubelen met compartimenten voor het sorteren van de briefwisseling

Raming van de uitgave : € 661,57 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Wegenis – Wegmarkeringen – Plaatsen van witte thermoplastische stroken (zones 30)

Raming van de uitgave : € 3.847,80 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : H.I.V.O.E.. – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 11.266,31 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 741/7741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een paal-rechtzetter

Raming van de uitgave : € 4.053,50 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van automatische hydroalcoholische gelverdelers (muur bevestigd of op voet)

Raming van de uitgave : € 3.448,50 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van een kar met vaste steunplank voor post (bodes)

Raming van de uitgave : € 219,01 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van garderobekasten voor de douches

Raming van de uitgave : € 3.889,34 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van sloten en paniek handvatten te plaatsen in de kelders

Raming van de uitgave : € 1.048,28 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van laptops

Raming van de uitgave : € 13.980,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/742-53 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van vuilnisbakken met pedaal en deksel te plaatsen in de sanitaire

Raming van de uitgave : € 4.076,95 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 11 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Scheppen van een brochure tot bestemming van de Etterbeekse inwoners, het maken van dekzeilen en andere communicatiesteunen in zicht de verhuis aan te kondigen van de diensten van het gemeentehuis naar het nieuw gemeentehuis gelegen op de site Jachthof

Raming van de uitgave : € 5.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Parken en beplantingen – Kap- en snoei- werken

Raming van de uitgave : € 19.499,15 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Dienst Preventie – Aankoop van sono materiaal voor de opnamestudio

Raming van de uitgave : € 900,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 300/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Dienst Preventie – Aankoop van plooitafels

Raming van de uitgave : € 520,54 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 300/741-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Openbare Netheid – Aankoop van integrale maskers voor de dienst « tagverwijdering »

Raming van de uitgave : € 1.012,77 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – BREEAM-certificering van het nieuw administratief centrum

Raming van de uitgave : € 48.400,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Jachthof – Opstellen van de inkom plaatsbeschrijvingen van het administratief centrum

Raming van de uitgave : € 9.220,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Installatie van een airco bij de conciërge en in de werkplaats

Raming van de uitgave : € 9.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 136/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een breekhamer met beitels

Raming van de uitgave : € 2.471,46 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - Vervanging van branddeuren en wanden

Raming van de uitgave : € 24.995,90 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 februari 2021

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - Gedeeltelijk in conformiteit stellen van de elektrische installatie + noodverlichting

Raming van de uitgave : € 26.004,80 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 maart 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van tafels voor het lokaal van de bodes

Raming van de uitgave : € 603,79 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 4 maart 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van twee aankleedtafels te plaatsen in de openbare sanitaire

Raming van de uitgave : € 383,04 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 18 maart 2021

Voorwerp : Jachthof – Constructie van een rioolaansluiting (Beckersstraat)

Raming van de uitgave : € 1.751,98 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 18 maart 2021

Voorwerp : Beveiliging tegen inbraak van het oud gemeentehuis door het plaatsen van traliewerk

Raming van de uitgave : € 29.928,38 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 maart 2021

Voorwerp : Beveiliging tegen inbraak van het oud OCMW-gebouw door het plaatsen van traliewerk

Raming van de uitgave : € 29.928,38 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 maart 2021

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (St-Pieterspl.) – Vervanging van een oven en een kookplaat (afdeling keuken)

Raming van de uitgave : € 1.009,26 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 maart 2021

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (St-Pieterspl.) – Aankoop van keukenmateriaal (afdeling keuken)

Raming van de uitgave : € 6.838,47 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2021

Datum : 25 maart 2021

Voorwerp : Jachthof – Aankoop van allerlei meubilair (kapstokken, documententrolley, garderobekasten, kasten voor gevaarlijke producten...)

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW inclusief

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2021

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Garage communal - Gemeentelijke garage

7 Mise à disposition d'un camion à l'ASBL "Le Noyau" en vue de se rendre à Braîne L'Alleud .

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un camion (aller-retour) à l'ASBL LE NOYAU en vue de se rendre le 08 mai 2021 à Braine l'Alleud (Ecole Saint-Joseph – Chemin de l'Ermitte 60 à 1420 Braine-L'Alleud) ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le

transporteur et les marchandises transportées ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « Le Noyau »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « Le Noyau »

Rue Général Fivé 47
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un camion destiné à transporter (aller et retour) du matériel , entre Etterbeek et Braine-L'Alleud.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « Le Noyau ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « Le Noyau » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW Buurtwerk Chambéry

L'ASBL « Le Noyau » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL « Le Noyau » devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du camion, l'ASBL « Le Noyau » est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « Le Noyau » est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL « Le Noyau » est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « Le Noyau » ou d'un de ses membres, celui-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL « Le Noyau » est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter Beschikkingstelling van een vrachtwagen (heen- en terug-rit) voor VZW "Le Noyau" om naar Braine L'Alleud te gaan.

1 annexe / 1 bijlage

NOYAU 8 MAI 2021.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

8 Voirie - Renouvellement de divers trottoirs et aménagements localisés Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/VVC/2021/06 relatif au marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs et aménagements localisés" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 350.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 421/731-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/VVC/2021/06 et le montant estimé du marché "Voirie - Renouvellement de divers trottoirs et aménagements localisés". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 350.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

D'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 421/731-60.

Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden en plaatselijke inrichtingen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden en plaatselijke inrichtingen" een bestek met nr. TP/VVC/2021/06 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 350.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2021, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/VVC/2021/06 en de raming voor de opdracht "Wegenis - Vernieuwing van verschillende voetpaden en plaatselijke inrichtingen". De lastvoorwaarden

worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 350.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2021, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

5 annexes / 5 bijlagen

2021_04_02_CCH - Modele 3P.doc, 2021_04_02_Bestek - Model 3P.doc, Avis marché FR.htm, Avis marché NL.htm, Métré FR-NL.xlsx

Finances - Financiën

9 Budget 2021 – Modification n° 1 - services ordinaire et extraordinaire

Begroting 2021- Gewone en buitengewone diensten

A.T. - Urbanisme - R.O. - Stedenbouw

10 Convention de mise à disposition de matériel par la Région dans le cadre du projet MYP (My Permit)

Le Conseil Communal,

Considérant le projet My Permit (MYP) mis en place par le Service public régional Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (URBAN.Brussels) afin d'accélérer la digitalisation des demandes de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'URBAN propose de l'aide aux communes dans le cadre des mesures particulières de publicité (Enquête Publique et Commission de Concertation) ; que Cette aide prend la forme d'une mise à disposition de matériel informatique et est octroyée via une convention « don » de matériel ;

Considérant que le matériel mis à disposition pour Etterbeek se compose de :

- 1 grand écran multimédia (pied à roulette) pour les commissions de concertation ;
- 1 PC avec écran 27 pouces pour le mode kiosque/self-service pour consulter les enquêtes publiques ;
- 6 écrans 27 pouces pour permettre aux agents de consulter plus facilement les plans sur leur pc.

Considérant que le déploiement se fera en plusieurs vague et débutera par l'écran pour les commission de concertation, dans les prochaines semaines ;

Considérant que la convention prévoit que le matériel soit prêté aux communes mais qu'une fois amorti au niveau comptable, il fasse partie intégrante de l'inventaire des communes ;

Considérant que la compatibilité de ces éléments avec notre parc informatique a été vérifiée par le service informatique de la commune ;

DECIDE d'approuver la convention relative à la mise à disposition de matériel entre URBAN.brussels et la commune :

Convention relative à la mise à disposition de matériel

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine (urban.brussels), Représenté par sa Directrice Générale, Bety WAKNINE, ci-après dénommé « Urban »

ET

Les Administrations communales de la Région de Bruxelles-Capitale, Représentées par leur Collège communal respectif, ci-après dénommées « les communes »

CONVENTION

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (ci-après «CoBAT»);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 portant création de Bruxelles Urbanisme & Patrimoine;

Vu le trajet de transformation digitale des permis d'urbanisme (projet Build Your Permit ou BYP), visant la simplification administrative des procédures d'instruction des demandes de permis d'urbanisme ;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet

La présente convention s'inscrit dans le cadre du support aux services de l'urbanisme et informatique des communes par Urban qui a identifié un besoin de mise à disposition de matériel adéquat auquel il souhaite répondre pour l'organisation des mesures particulières de publicité.

Cette convention vise à régler le prêt du matériel aux communes, en ce compris, le dépôt et réception dudit matériel, les modalités d'utilisation, de livraison, de stockage, d'installation, de démontage, de contrôle, de maintenance et de réparation de ce matériel ainsi que les sanctions, assurances et responsabilités en la matière.

Le matériel mis à disposition des communes concerne principalement le support à la visualisation des pièces composant les demandes de permis d'urbanisme. A cet effet, des écrans larges, projecteurs et/ou autres smartboards seront mis à disposition des communes.

Le matériel mis à disposition des communes par Urban figure dans la liste détaillée figurant ci-après :

Liste du matériel	
Matériel 1	SamsungFlip2 Réf.WM55R. Quantité1
Matériel 2	A ajouter quand matériel reçu Réf. Quantité
Matériel 3	A ajouter quand matériel reçu Réf. Quantité

Article 2 : Propriété, Prêt et Frais

Il est entendu entre les parties que la présente convention de mise à disposition de matériel n'entraîne aucun transfert définitif de propriété du matériel prêté et visé à l'article 1.

Toutefois, une fois que ce matériel a été amorti au niveau comptable, il fera partie intégrante de l'inventaire des communes/

Les frais qui ont trait à l'utilisation, la révision, le contrôle ou à l'entretien du matériel prêté sont à charge des communes. Le service informatique des communes prend en charge le support informatique du matériel, en ce compris l'accès au réseau, la mise en domaine, la configuration, notamment. À cet effet, Urban peut prodiguer des conseils et des recommandations utiles.

Pendant la période de garantie, égale à l'amortissement comptable, l'appel au support du fournisseur est réalisé directement par les communes. A cet effet, Urban communique les coordonnées de contact et la procédure à suivre en cas de besoin.

Article 3 : Durée

Le matériel est prêté aux communes jusqu'à ce que celles-ci n'en manifestent plus explicitement le besoin. La présente convention sera, le cas échéant, automatiquement renouvelée, par application du principe de reconduction tacite, à la date d'anniversaire de ladite convention.

Article 4 : Livraison et restitution

Le matériel visé à l'article 1 sera livré et mis à disposition de la commune dès à la date actée d'un commun accord entre Urban Brussels et l'administration communale et à l'adresse communiquée par la commune. Ces dates et adresses seront mentionnées sur le bon de livraison remis pour signature lors de la livraison.

Lorsque le matériel à disposition de la commune n'est plus utilisé, celle-ci en avise immédiatement Urban et s'engage à le restituer à l'adresse suivante :

Mont des Arts 10-13,
1000 Bruxelles.

Article 5 : Utilisation

Les communes s'engagent à utiliser le matériel «en bon père de famille», en respectant les conditions générales d'utilisation y afférentes et à l'entretenir avec soin pour le maintenir en parfait état de fonctionnement.

Les communes s'engagent à n'utiliser le matériel que dans le strict cadre de l'organisation des mesures particulières de publicité, telles que prévues par le CoBAT.

Il est expressément rappelé que la présente convention est strictement réservée à servir les seules communes signataires; que les droits et avantages ne pourront en aucun cas être cédés à un quelconque

tiers sans l'accord préalable et écrit d'Urban.

Article 6 : Sanctions et Litiges

En cas de non-respect des obligations prévues par la présente convention, celle-ci est immédiatement résolue de plein droit.

Tout litige à naître de l'exécution de la présente convention se résoudra de préférence à l'amiable.

A défaut d'accord entre les parties, les Tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétents.

Article 7 : Assurances et responsabilités

Urban sera responsable du stockage du matériel et de son acheminement sur les lieux.

La commune s'engage à souscrire une assurance couvrant la dégradation, le vandalisme, le dégât, la perte ou le vol du matériel mis à disposition.

La commune s'engage à prévenir Urban dans les 48 heures survenant un éventuel évènement concernant le matériel mis à disposition.

Fait en deux exemplaires, dont chacun est destiné à l'un des parties.

Pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek

Pour le Service public régional Bruxelles Urbanisme & Patrimoine

Etterbeek, le

Pour le Bourgmestre Par délégation, Frank Van Bockstal, Echevin de l'Urbanisme et de l'Informatique	La Secrétaire Communale f.f. Annick Petit	Directrice Générale Bety WAKNINE
---	--	---

Convention de mise à disposition de matériel par la Région dans le cadre du projet MYP (My Permit)

2 annexes / 2 bijlagen

Convention matériel.pdf, 210210 MYP Support Matériel v1.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

11 Convention entre la commune d'Etterbeek et la "Maison de quartier Chambéry" relative à la mise en oeuvre du Plan d'action 2021

Le Conseil Communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2021 a été approuvé par le collège du 14 janvier 2021;

Considérant que la convention ente la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2020 a été approuvé au conseil communal du 20 avril 2020;

Considérant que la Maison de quartier Chambéry et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2021;

DECIDE:

d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry.

Convention dans le cadre du plan d'action de la politique culturelle néerlandophone 2021

ENTRE

l'asbl Buurtwerk Chambéry, rue Chambéry 24-26, à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommé « l'asbl Chambéry », représentée par:

Mr Edwin Vanhollebeke, coordinateur,

Mme Olivia Vanmechelen, président du conseil d'entreprise

ET

l'administration communale d'Etterbeek, située 31/1, avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, ci-après dénommée 'la commune', représentée par:

monsieur Frank van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones,

Madame Annick Petit , secrétaire communal,f.f.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle néerlandophone locale a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 9 octobre 2019. Ce plan définit les différents objectifs que la commune, en collaboration avec ses partenaires, souhaite mettre en oeuvre dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par lesdits partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle néerlandophone local est mis en oeuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2021 a été approuvé par le collège de bourgmestre et échevins le 14 janvier 2021.

Partenaire associé à la convention

L'asbl Chambéry est un partenaire important dans la politique culturelle à Etterbeek. A ce titre, la commune fait appel à l'asbl pour effectuer des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action. Elle est reconnue par la VGC en tant que « lokaal dienstencentrum » (centre de services local), projet de promotion de travail Chato, et WMKJ (initiatives en faveur de jeunes issus de milieux fragilisés). Pour le rôle important qu'elle remplit au sein de la communauté, l'asbl Chambéry reçoit un subside communal annuel d'un montant de € 12500.

Article 1

L'asbl Chambéry s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle néerlandophone locale. Chambéry participe aussi à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et de Brede School Domino. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels qu'ils ont été formulés dans le Plan de politique culturelle néerlandophone local.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, l'asbl Chambéry peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

a. logistique du service des Affaires néerlandophones

b. financier. La commune soutient l'asbl Chambéry dans la réalisation des actions ci-dessous pour un montant total de 25.500 €.

Par action, un montant a été fixé.

1. Buurtwandeling nieuwe inwoners	€1000.00
2. Carnaval in de wijk (bw)	€2000.00
3. Parcours van de solidariteit (BW)	€4500.00
4. Muziekatelier (dc)	€500.00
5. Wijkfeest/ Feest van de buren	€1500.00
6. Monitorenwerking (wmkj)	€4500.00
7. Taalstimuleringsactiviteiten (wmkj)	€11500.00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, l'asbl Chambéry fournit des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et durant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée où cela est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par l'asbl Chambéry, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique néerlandophone culturelle un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet.

Dans tous les cas de figure, un détail des dépenses prévues dans le cadre des projets toujours en cours doit être établi à l'attention du service des Affaires néerlandophones au plus tard le 1er décembre 2021. Lors de l'évaluation de chaque projet, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée. Les frais de personnel et les dépenses d'infrastructure à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux.

Article 6

Le logo de la commune et l'inscription: « met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Chambéry s'engage à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle néerlandophone locale, dans le cadre du Conseil consultatif de la culture néerlandophone, du « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, le centre peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le 3 mai 2021 et sa validité couvre l'année 2021.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2021

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

overwegende dat een nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2019;

overwegende dat het Actieplan 2021 werd goedgekeurd op het college van 14 januari 2021;

overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Wijkhuis Chambéry met betrekking tot het actieplan 2020 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 april 2020;

gezien het "Wijkhuis Chambéry" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2021 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen.

BESLIST:

onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" goed te keuren.

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2021

Tussen

Buurtwerk Chambéry vzw, Chambérystraat 24-26, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als Chambéry.

Vertegenwoordigd door:

Meneer Edwin Vanhollebeke, coördinator

Mevrouw Olivia Vanmechelen, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 9/10/2019. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2021 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 14 januari 2021

Partner van de overeenkomst

Chambéry is een belangrijke partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt Chambéry dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan. Chambéry wordt door de VGC erkend als lokaal dienstencentrum, werkbevorderingsproject Chato en als WMKJ. Voor deze bijzondere meerwaarde in de gemeenschap ontvangt Chambéry jaarlijks een subsidie van €12.500 van de gemeente.

Artikel 1

Chambéry verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. Chambéry schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan Chambéry beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt Chambéry voor de uitvoering van de acties hieronder vermeld voor een totaalbedrag van 25.500 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

1. Buurtwandeling nieuwe inwoners	€1000.00
2. Carnaval in de wijk (bw)	€2000.00
3. Parcours van de solidariteit (BW)	€4500.00
4. Muziekatelier (dc)	€500.00
5. Wijkfeest/ Feest van de burens	€1500.00
6. Monitorenwerking (wmkj)	€4500.00
7. Taalstimuleringsactiviteiten (wmkj)	€11500.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt Chambéry de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt Chambéry aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2021 een detail van de (voorzien) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente.

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

Chambéry engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd op 3 mei 2021 en is geldig voor het jaar 2021.

12 **Convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du Plan d'Action 2021**

Le conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2019 pour la période 2020-2025;

Considérant que le plan d'action 2021 a été approuvé par le collège du 14 janvier 2021;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2019 a été approuvée au conseil communal du 20 avril 2020;

Considérant que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2021;

DECIDE:

d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

ENTRE

Le GC De Maalbeek, 97, rue du Cornet, 1040 Etterbeek.

représenté par :

Monsieur Marc Absolon, responsable du centre ad interim et

Madame Linda Hebberecht, président du conseil d'administration

ET

l'administration communale d'Etterbeek, 31/1, avenue des Casernes, à 1040 Etterbeek, ci-après dénommée 'la commune', représentée par:

Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones et

Madame Annick Petit, secrétaire communal f.f.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Objet de la convention

Le 18 novembre 2019, le Plan de politique culturelle néerlandophone locale a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 9 octobre 2019. Ce plan définit les différents objectifs que la commune, en collaboration avec ses partenaires, souhaite mettre en œuvre dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par lesdits partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle néerlandophone local est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2021 a été approuvé par le collège de bourgmestre et échevins le 14 janvier 2021.

Partenaire associé à la convention

Le GC de Maalbeek est un partenaire structurel important dans la politique culturelle néerlandophone locale à Etterbeek et à ce titre, la commune fait appel à lui pour remplir des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action. Le GC De Maalbeek est également un centre communautaire qui dépend de la VGC. Pour la mise en œuvre de sa mission générale de soutien à la communauté néerlandophone, le centre reçoit chaque année un subside communal d'un montant de 5000 €.

Article 1

Le GC de Maalbeek s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'il a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle néerlandophone locale. Le GC de Maalbeek participe aussi à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et de Brede School Domino. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels qu'ils ont été formulés dans le Plan de politique culturelle néerlandophone local.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, le GC De Maalbeek peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien:

1. logistique de la part du service des Affaires néerlandophones ;
2. financier. La commune soutient le GC De Maalbeek dans la réalisation des actions mentionnées ci-dessous pour un montant total de 9.500 euros.

Par action, un montant a été fixé:

- | | |
|--------------------|-------|
| 1. Sintfeest | €2000 |
| 2. Prikkelparcours | €500 |

3. Playcafé	€1000.00
4. ECO-logisch	€2000.00
5. Filmloket	€2000.00
6. Buurtproject	€500.00
7. Cuisinema	€1500.00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, le GC De Maalbeek fournit des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et durant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée dans la mesure de ses disponibilités.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par le GC De Maalbeek, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique néerlandophone culturelle un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet.

Dans tous les cas de figure, un détail des dépenses prévues dans le cadre des projets toujours en cours doit être établi à l'attention du service des Affaires néerlandophones au plus tard le 1er décembre 2021. Lors de l'évaluation de chaque projet, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée. Les frais de personnel et les dépenses d'infrastructure à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux.

Article 6

Le logo de la commune et l'inscription: « met de steun van Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Le GC de Maalbeek s'engage à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle néerlandophone locale, dans le cadre du Conseil consultatif de la culture néerlandophone, du « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ».

Le cas échéant, le centre peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le 3 mai 2021 et sa validité couvre l'année 2021.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2021

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

overwegende dat het nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode van 2020-2025 werd goedgekeurd door de

gemeenteraad van 18 november 2019;

overwegende dat het Actieplan 2020 werd goedgekeurd op het college van 2 april 2020;

overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" met betrekking tot het actieplan 2019 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 25 februari 2019;

gezien het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken en evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2020 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen;

BESLIST:

onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" goed te keuren.

Convenant in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid 2021

Tussen

GC de Maalbeek, Hoornstraat 97, 1040 Etterbeek.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Marc Absolon, centrumverantwoordelijke ad interim

Mevrouw Linda Hebberecht, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Kazernenlaan 31/, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige aangelegenheden

Mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2019 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 9/10/2019. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2021 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 14 januari 2021.

Partner van de overeenkomst

GC de Maalbeek is een belangrijke structurele partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt GC de Maalbeek dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan. GC de Maalbeek is een gemeenschapscentrum dat ressorteert onder de werking van de VGC. Voor hun algemene gemeenschapsondersteunende opdracht ontvangt GC de Maalbeek jaarlijks een subsidie van €5000 van de gemeente.

Artikel 1

GC de Maalbeek verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. GC De Maalbeek schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan GC de Maalbeek beroep doen op de gemeente voor

1. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
2. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt GC de Maalbeek voor de uitvoering van de acties hieronder vermeld voor een totaalbedrag van 9.500 euro. Een bedrag werd bepaald per actie.

1. Sintfeest	€2000
2. Prikkelparcours	€500
3. Playcafé	€1000.00
4. ECO-logisch	€2000.00
5. Filmloket	€2000.00
6. Buurtproject	€500.00
7. Cuisinema	€1500.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt GC de Maalbeek de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt GC de Maalbeek aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2021 een detail van de (voorzien) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze conventie. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente.

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: “Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden” wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

GC de Maalbeek engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige

cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

Het convenant wordt goedgekeurd op 3 mei 2021 en is geldig voor het jaar 2021.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Maalbeek 2021 FR.doc, Convenant Maalbeek 2021.doc

PME et Classes moyennes - KMO's en Middenstand

13 Modification du règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité

Le Conseil communal,

Considérant qu'en sa séance du 17 février 2020, le Conseil Communal a adopté le règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement afin que le demandeur ne puisse pas cumuler sa demande de prime à d'autres aides financière publique de telle sorte que le montant des aides cumulées dépasse le coût du projet ou de l'investissement;

Considérant l'ajout du paragraphe suivant à l'article 3 : *«La prime peut être cumulée à d'autres aides financières publiques, à condition que le montant des aides cumulées ne dépasse pas le coût de l'investissement ou des travaux. Si le montant des aides cumulées dépasse le coût des travaux, la prime n'est accordée qu'à due concurrence. Aussi, la prime plafonnée à 1.000 euros ainsi que son éventuelle majoration de 500 euros seront automatiquement réduites pour ne pas dépasser le coût de l'investissement ou des travaux».*

Considérant l'ajout de l'alinéa suivant à l'article 4 : *«Déclarer les éventuelles autres aides financières publiques, ainsi que leur montant. La prime visée par le présent règlement et son éventuelle majoration, cumulées aux autres aides publiques financières, ne pouvant en aucun cas conduire le bénéficiaire à percevoir un montant supérieur à celui de l'investissement ou des travaux visés. »*

Considérant la modification du formulaire (en annexe) ;

DECIDE

1. D'approuver la modification du formulaire (en Annexe) ;
2. D'approuver la modification du règlement relatif à l'octroi de primes dans le cadre du plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité tel que repris ci-dessous (modification dans le texte) :

Article 1 :

Système Etterbeekois de primes pour la revalorisation des commerçants et artisans de proximité La commune d'Etterbeek se dote d'un Plan de revalorisation des commerçants et artisans de proximité qui contribuent au dynamisme, à l'attractivité, à la convivialité et à la qualité de vie dans les quartiers. Le plan consiste, notamment, en la création d'un système de primes visant à soutenir les commerçants et artisans

de proximité selon le type de projets entrepris.

Article 2 - Définitions Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1. *Commerçant* : toute personne physique ou morale développant une activité commerciale ouverte au public sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

2. *Artisan* : toute personne physique ou morale active dans la production, la transformation, la réparation, la restauration d'objets, la prestation de services dont les activités présentent des aspects essentiellement manuels, un caractère authentique, développant un certain savoir-faire axé sur la qualité, la tradition, la création ou l'innovation ;

3. *Primes* :

Prime starter (prime premier établissement) : la prime destinée aux commerçants et artisans installés à Etterbeek pour la première fois ;

Prime booster (prime à l'investissement) : la prime destinée aux commerçants et artisans qui consentent à un nouvel investissement en vue de redynamiser ou d'étendre leur activité commerciale ou artisanale. La prime booster couvre, notamment, les missions de consultance, les sessions de formation, l'investissement en matériel et mobilier nécessaire à l'activité exercée (hors stock) ou tout autre projet qui contribue, à l'appréciation du Collège des Bourgmestres et Echevins, au développement d'une activité commerciale ou artisanale ;

Toute demande doit revêtir un caractère utile par rapport aux activités de l'entreprise (apportant une plus-value objective) ou nécessaire qui sera apprécié par le Collège des Bourgmestres et Echevins.

Prime upgrader (prime à l'embellissement) : une prime destinée aux commerçants et artisans réalisant des petits travaux et rénovations en vue de la mise en valeur de l'établissement où ils exercent leur activité.

Article 3 - Montant :

Dans les limites des crédits budgétaires communaux disponibles pour l'exercice en cours, le montant de la prime est fixé à 60% du montant du projet admis TVAC avec un maximum de 1.000 euros par prime. Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1.500 euros), lorsque le projet admis participe aux objectifs du développement durable, notamment, la promotion de l'économie circulaire, à savoir :

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque le projet admis participe au développement du commerce équitable, notamment, l'achat et la vente de produits qui assurent un revenu vital aux producteurs et travailleurs.

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1500 euros), lorsque le projet admis est géré par un commerçant ou un artisan qui engage des travailleurs en situation de handicap et qui bénéficie soit de la prime d'insertion soit de l'intervention dans l'adaptation du poste de travail (interventions prévues par l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée).

Le montant maximal de la prime est majoré de 50% (soit un plafond porté à 1.500 euros), lorsque le projet admis participe au développement de l'économie numérique (utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication, formation à l'accompagnement de la transformation économique par les TIC, etc.)

La prime peut être cumulée à d'autres aides financières publiques, à condition que le montant des aides

cumulées ne dépasse pas le coût de l'investissement ou des travaux. Si le montant des aides cumulées dépasse le coût des travaux ou de l'investissement, la prime n'est accordée qu'à due concurrence. Aussi, la prime plafonnée à 1.000 euros ainsi que son éventuelle majoration de 500 euros seront automatiquement réduites pour ne pas dépasser le coût de l'investissement ou des travaux.

Une seule prime est octroyée par commerçant et artisan par année civile, sauf dérogation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4 – Conditions d'octroi de la prime :

Pour prétendre à une des primes instituées par le présent règlement, le demandeur devra remplir les conditions suivantes :

1. Etre un commerçant ou un artisan conformément aux définitions reprises à l'article 2 du présent règlement ;
2. Etre en règle avec les dispositions légales et les réglementations fiscales, sociales et environnementales qui régissent l'exercice de la profession pour laquelle la prime est sollicitée, ainsi que vis-à-vis des prescriptions urbanistiques ;
3. Etre établi sur le territoire de la commune d'Etterbeek ou, lorsqu'il s'agit d'une demande pour une prime starter, s'établir professionnellement pour la première fois sur le territoire de la commune d'Etterbeek en y maintenant son activité professionnelle à titre principal pendant une période d'au moins 2 ans à dater de l'octroi de la prime ;
4. Déclarer sur l'honneur occuper moins de 10 ETP, disposer d'un chiffre d'affaires ou d'un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros et ne pas exercer son activité dans un des secteurs expressément exclus conformément à l'article 6 du présent règlement ;
5. Notifier par recommander dans les plus brefs délais au Collège des Bourgmestre et Échevins la cessation de son activité professionnelle à Etterbeek ;
6. Restituer intégralement la prime si la déclaration afférente à l'octroi de la prime s'avère être inexacte ou incomplète.
7. Déclarer les éventuelles autres aides financières publiques, ainsi que leur montant. La prime visée par le présent règlement et son éventuelle majoration, cumulées aux autres aides publiques financières, ne pouvant en aucun cas conduire le bénéficiaire à percevoir un montant supérieur à celui de l'investissement ou des travaux visés.

Article 5 – Formalités administratives :

Pour être recevable, la demande doit être introduite par le commerçant ou l'artisan de l'établissement dans les six mois qui suivent la réception de la facture finale du projet pour lequel une prime est sollicitée, au moyen d'un formulaire mis à disposition au Guichet unique des classes moyennes (Hôtel communal ou par mail classesmoyennes@etterbeek.be) ou téléchargeable via le site internet de la commune (www.etterbeek.be).

La demande est adressée au Guichet unique des classes moyennes soit par recommandé, soit contre accusé de réception. En cas de demande par mail au service concerné, la date du mail d'accusé de réception fait foi. La demande doit obligatoirement être accompagnée des pièces justificatives spécifiées dans le formulaire de demande (descriptif du projet, facture, preuve de paiement, déclaration sur l'honneur, etc.). Les demandes incomplètes ne sont pas prises en compte. Le Guichet unique des classes moyennes centralise les demandes d'octroi de prime et vérifie le respect des conditions d'octroi sur la base des pièces fournies par le demandeur.

Sur base de l'avis du Guichet unique des classes moyennes, le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de l'attribution de la prime. Tout refus d'octroi de la prime doit être motivé. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime par courrier.

L'attribution des primes s'effectue dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes. Un registre

de demandes de prime est tenu en fonction de la date de réception des demandes. Toute contestation sera adressée par courrier recommandé au Collège des Bourgmestre et Echevins dans les 30 jours de la notification de la décision.

Article 6 – Exclusions :

Les activités exercées dans les secteurs suivants ne pourront prétendre à la prime :

- les night-shops et les phone-shops
- les agences de paris et de jeux de hasard
- les banques et les autres institutions financières
- le secteur des assurances le secteur de la vente,
- de l'achat et de la location des biens immobiliers
- la grande distribution, y compris les supermarchés et hypermarchés,

Article 7 - Litiges :

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 8 – Entrée en vigueur :

Le présent règlement, approuvé au Conseil communal du 17 février 2020, entre en vigueur le 01/03/2020.

Article 9 – Publicité :

Une copie du présent règlement sera envoyée par mail ou par courrier postal à l'ensemble des artisans et commerçants établis ou ayant le siège social de leur entreprise à Etterbeek.

Dans un souci de transparence, l'inventaire des primes accordées et leurs bénéficiaires seront publiés sur le site communal au plus tard deux mois après la décision d'octroi de la prime.

Article 10 – Evaluation :

Les présents règlements et Plans feront l'objet d'une évaluation au plus tard le 30 juin 2021. Cette évaluation intégrera une analyse statistique des demandes de primes ainsi qu'une évaluation des besoins des Commerces et Artisans locaux. Cette évaluation contribuera à la mise à jour du Plan Communal de développements en particulier sur son aspect e-commerce ainsi qu'à une adaptation éventuelle de la liste des exclusions.

Wijziging van het reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en ambachtslui

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 17 februari 2020 het reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en -ambachtslui heeft goedgekeurd;

overwegende dat het reglement moeten worden gewijzigd zodat de aanvrager zijn premieaanvraag niet kan cumuleren met andere openbare financiële steunmaatregelen waardoor het bedrag van de gecumuleerde steunmaatregelen de kostprijs van het project of de investering zou overschrijden;

overwegende dat de volgende paragraaf wordt toegevoerd aan artikel 3: “*De premie is cumuleerbaar met andere openbare financiële steunmaatregelen op voorwaarde dat het gecumuleerde bedrag van de steun de kostprijs van de investering of de werken niet overschrijdt. Als het gecumuleerd bedrag van de steunmaatregelen de kostprijs van de werken overschrijdt, dan wordt de premie slechts ten belope van de kosten uitgereikt. De maximumpremie van 1.000 euro en de mogelijke verhoging met 500 euro zullen dus automatisch worden verlaagd om de kostprijs van de investering of de werken niet te overschrijden.*”

overwegende dat de volgende paragraaf wordt toegevoerd aan artikel 4: “*Eventuele andere financiële overheidssteun en het bedrag ervan aangeven. De in dit reglement bedoelde premie en de eventuele verhoging daarvan, gecumuleerd met andere financiële overheidssteun, mag er in geen geval toe leiden dat de begunstigde een hoger bedrag ontvangt dan dat van de betrokken investering of werken.*”

gelet op de wijziging van het formulier (in bijlage);

BESLIST

1. Om de wijziging van het formulier goed te keuren (in bijlage);
2. Om de wijziging van het reglement betreffende de toekenning van premies in het kader van het herwaarderingsplan voor buurthandelaars en -ambachtslui zoals hieronder opgenomen goed te keuren (wijziging van de tekst):

Artikel 1:

De gemeente Etterbeek voorziet zich van een plan voor de herwaardering van buurthandelaars en -ambachtslui die bijdragen tot het dynamisme, de aantrekkingskracht, de gezelligheid en de levenskwaliteit in de wijken.

Het plan bestaat er met name in een premiesysteem in te voeren om buurthandelaars en -ambachtslui te ondersteunen naargelang het soort projecten die zij ondernemen.

Artikel 2 – Definities:

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder:

1. *Handelaar*: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een commerciële activiteit uitoefent die toegankelijk is voor het publiek op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

2. *Ambachtsman/vrouw* (ambachtslui): elke natuurlijke persoon of rechtspersoon actief in de productie, de transformatie, de reparatie, de restauratie van voorwerpen, de levering van diensten waarvan de activiteiten in essentie betrekking hebben op manuele aspecten, op een authentiek karakter, en die een zekere kennis ontwikkelt gericht op kwaliteit, traditie, creatie of innovatie;

3. *Premies*:

Premie starter (premie eerste vestiging): premie bedoeld voor handelaars en ambachtslui die zich voor het eerste in Etterbeek vestigen;

Premie booster (investeringspremie): premie bedoeld voor handelaars en ambachtslui die instemmen met een nieuwe investering om hun commerciële of ambachtelijke activiteit nieuw leven in te blazen of uit te breiden. De premie *booster* heeft betrekking op consultantopdrachten (maken van een website, lanceren van een e-commerceplatform, marketingcampagne), opleidings sessie, de aankoop van materiaal of meubilair dat noodzakelijk is voor de uitgeoefende activiteit (met uitzondering van stock) of elk ander project dat volgens het oordeel van het college van burgemeester en schepenen bijdraagt aan de ontwikkeling van een commerciële of ambachtelijke activiteit;

Elke aanvraag moet een nuttig karakter hebben voor de activiteiten van de onderneming (een objectieve meerwaarde leveren) of een noodzakelijk karakter. Het college van burgemeester en schepenen zal

hierover oordelen.

Premie upgrader (verfraaiingspremie): premie bedoeld voor handelaars en ambachtslui die kleine werkzaamheden en renovaties uitvoeren om de vestiging waar zij hun activiteit uitoefenen te herwaarderen.

Artikel 3 – Bedrag:

Binnen de grenzen van de beschikbare gemeentelijke begrotingskredieten voor het lopende begrotingsjaar wordt het bedrag van de premie vastgelegd op 60% van het bedrag van het toegestane project inclusief btw met een maximum van 1.000 euro per premie. Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de duurzame ontwikkelingsdoelstellingen, in het bijzonder het promoten van de circulaire economie, met name:

Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de ontwikkeling van de eerlijke handel, met name de aankoop en de verkoop van producten die de producenten en arbeiders een leefbaar inkomen verzekeren.

Het maximumbedrag van de premie wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project wordt beheerd door een handelaar of een ambachtsman/vrouw die werknemers met een handicap aanwerft en die een inschakelingspremie geniet of een tegemoetkoming voor de aanpassing van de werkomgeving (tegemoetkoming voorzien door het besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen tot uitvoering van de artikelen 19, 1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap).

Het maximumbedrag wordt vermeerderd met 50% (dat is een maximumbedrag van 1.500 euro) wanneer het toegestane project bijdraagt aan de digitale economie (gebruik van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, opleiding voor de begeleiding van de economische transformatie via ICT, enz.).

De premie is cumuleerbaar met andere openbare financiële steunmaatregelen op voorwaarde dat het gecumuleerde bedrag van de steun de kostprijs van de investering of de werken niet overschrijdt. Als het gecumuleerd bedrag van de steunmaatregelen de kostprijs van de werken of van de investering overschrijdt, dan wordt de premie slechts ten belope van de kosten uitgereikt. De maximumpremie van 1.000 euro en de mogelijke verhoging met 500 euro zullen dus automatisch worden verlaagd om de kostprijs van de investering of de werken niet te overschrijden.

Per kalenderjaar wordt slechts één enkele premie toegekend per handelaar en per ambachtsman/vrouw, behoudens afwijking toegestaan door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 4 – Toekenningsvoorwaarden van de premie:

Om aanspraak te maken op een van de premies die worden ingevoerd via onderhavig reglement, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen.

1. Handelaar of ambachtsman/vrouw zijn volgens de definities van artikel 2 van dit reglement
2. De wettelijke bepalingen en de fiscale, sociale en milieuvoorschriften die gelden voor de uitoefening van het beroep waarvoor de premie wordt gevraagd alsook de stedenbouwkundige voorschriften naleven;
3. Gevestigd zijn op het grondgebied van de gemeente Etterbeek of, in het geval van een aanvraag voor een premie *starter*, zich voor het eerst beroepsmatig op het grondgebied van de gemeente Etterbeek vestigen en er zijn beroepsactiviteit als hoofdberoep uitoefenen gedurende een periode van minstens twee jaar vanaf

de datum van toekenning van de premie;

4. Op eer verklaren minder dan tien voltijdse equivalenten in dienst te hebben, een omzet of balanstotaal van niet meer dan twee miljoen euro te hebben en geen activiteit uit te oefenen in een van de sectoren die overeenkomstig artikel 6 van dit reglement uitdrukkelijk zijn uitgesloten;

5. Het college van burgemeester en schepenen per aangetekende brief zo snel mogelijk op de hoogte brengen van de stopzetting van zijn beroepsactiviteit in Etterbeek;

6. De premie volledig terugbetalen indien de aangifte met betrekking tot de toekenning van de premie onjuist of onvolledig blijkt te zijn.

7. Eventuele andere financiële overheidssteun en het bedrag ervan aangeven. De in dit reglement bedoelde premie en de eventuele verhoging daarvan, gecumuleerd met andere financiële overheidssteun, mag er in geen geval toe leiden dat de begunstigde een hoger bedrag ontvangt dan dat van de betrokken investering of werken.

Artikel 5 – Administratieve formaliteiten

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag worden ingediend door de handelaar of de ambachtsman/vrouw van de vestiging binnen zes maanden die volgen op de ontvangst van de eindfactuur van het project waarvoor een premie wordt aangevraagd en dat aan de hand van een formulier dat ter beschikking wordt gesteld bij het Middenstandskloket (gemeentehuis of via e-mail naar middenstand@etterbeek.be) of te downloaden is via de website van de gemeente (www.etterbeek.be).

De aanvraag wordt bezorgd aan het Middenstandskloket hetzij per aangetekend schrijven, hetzij tegen ontvangstbevestiging. Voor aanvragen via e-mail aan de betrokken dienst geldt de datum van de mail ter ontvangstbevestiging.

Bij de aanvraag moeten de bewijsstukken worden gevoegd die worden vermeld op het aanvraagformulier (beschrijving van het project, factuur, betalingsbewijs, verklaring op eer, enz.). Onvolledige aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

Het Middenstandskloket centraliseert alle premieaanvragen en controleert op basis van de bewijsstukken van de aanvrager of de toekenningsvoorwaarden werden nageleefd.

Op basis van het advies van het Middenstandskloket neemt het college van burgemeester en schepenen een beslissing over de toekenning van de premie. Elke weigering om de premie toe te kennen moet worden gemotiveerd.

De aanvrager van de premie wordt per brief op de hoogte gebracht van de beslissing.

De toekenning van de premies gebeurt in chronologische volgorde van indiening van de aanvragen. Er wordt een register van de premieaanvragen bijgehouden in functie van de ontvangstdatum van de aanvragen.

Betwistingen moeten per aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen worden gericht binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing.

Artikel 6 – Uitsluitingen:

Activiteiten die worden uitgevoerd in de volgende sectoren kunnen geen aanspraak maken op de premie:

- nachtwinkels en phoneshops,
- gokkantoren en kansspelinrichtingen,
- banken en andere financiële instellingen,
- verzekeringssector,
- sector voor de verkoop, aankoop en verhuur van onroerende goederen,
- sector van de grote distributie, met inbegrip van supermarkten en hypermarkten.

Artikel 7 – Geschillen:

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit onderhavig reglement worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 – Inwerkingtreding:

Onderhavig reglement, dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 17 februari 2020, treedt in werking op 01/03/2020.

Artikel 9 – Openbaarheid

Een kopie van onderhavig reglement wordt via e-mail of per post naar alle ambachtslui en handelaars verstuurd die in Etterbeek zijn gevestigd of die er de maatschappelijke zetel van hun onderneming hebben. Met het oog op de transparantie zal de inventaris van de toegekende premies en hun begunstigden gepubliceerd worden op de website van de gemeente uiterlijk binnen twee maanden na de beslissing om de premie toe te kennen.

Artikel 10 – Evaluatie

Onderhavige reglementen en plannen zullen uiterlijk op 30 juni 2021 geëvalueerd worden. Die evaluatie omvat een statistische analyse van de premieaanvragen en een evaluatie van de behoeften van de lokale handelaars en ambachtslui. Die evaluatie zal bijdragen tot de herwerking van het gemeentelijke ontwikkelingsplan, in het bijzonder wat het aspect e-commerce betreft en, en tot de eventuele aanpassing van de lijst van uitsluitingen.

2 annexes / 2 bijlagen

PRIME - modif formulaire commerçants.pdf, PRIMES_ formulaire commerçants NLDS.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

14 Fabrique d'Eglise Saint Antoine de Padoua - Budget 2021

e Conseil communal,

'u la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son budget pour 2021;

'u le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, et que modifié par l'Ordonnance du 9 février 2004;

'u la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P., gestionnaires de la paroisse ;

'u la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement l'article 255, 9° ;

considérant que le budget 2021 se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires 96.637,30 €

**(dont intervention
communale de 6.152,62
€ voir R17 soit 77,03 %
de 7.987,30 €)**

extraordinaires 0,00 €

TOTAL 96.637,30 €

DEPENSES

Relatives au cultes 16.730,00 €
ordinaires 58.480,00 €
extraordinaires 21.427,30 €

TOTAL 96.637,30 €

OIT EN EQUILIBRE : 0,00 €

DECIDE d'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2021 de l'Eglise St-Antoine de Padoue, compte tenu de l'intervention communale demandée (voir recettes ordinaires (R17) 77,03% de 7.987,30 € soit 6.152,62 €).

Sint Antonius van Paduakerk - begroting 2021

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Fabrieksraad van de kerk van Sint-Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn begroting over 2021;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën der erediensden ;

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 255 9° ;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft ;

ONTVANGSTEN

Gewone
(inclusief
gemeentelijke
tussenkost van
6.152,62 € zie R17 of
77,03% van € 7.987,30 €
)

96.637,30 €

Buitengewone 0,00 €

TOTAAL 96.637,30 €

UITGAVEN

Betreffende de eredienst 16.730,00 €

Gewone 58.480,00 €

Buitengewone 21.427,30 €

TOTAAL 96.637,30 €

HETZIJ IN EVENWICHT : 0,00 €

BESLUIT een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de begroting 2021 van de kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, overwegende de gemeentelijke tussenkost aangevraagd (zie gewone omzet (R17) 77,03% van € 7.987,30 € , d.w.z. € 6.152,62 €).

1 annexe / 1 bijlage

00206BF43303210322113049.pdf

Bien-être animal - Dierenwelzijn

15 Règlement d'octroi de subsides dans le cadre du bien-être animal

Le conseil communal ;

Considérant qu'en sa séance du 25 mars 2021, le collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la création d'un subside spécialement dédiés aux associations et projets en faveur du bien-être des animaux sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'en sa séance du 25 mars 2021, le collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé le transfert de 10 000 euros depuis l'article budgétaire de fonctionnement du bien-être animal (879/332 02/03) vers le nouvel article budgétaire pour l'octroi de ces subsides (879/332 02/01) ;

Considérant que ce subside a pour but d'encourager les initiatives et projets liées au bien-être animal sur le territoire de la commune d'Etterbeek ;

DECIDE

1. d'approuver le formulaire de demande de subside (en annexe) ;
2. d'approuver le Règlement relatif à l'octroi de subsides dans le cadre du bien-être animal tel que repris sous rubrique :

Règlement d'octroi de subsides dans le cadre du bien-être animal

Article 1er - Nature de la subvention

Le présent règlement vise à définir les conditions et la procédure d'octroi de subsides numéraires à destination des associations travaillant en faveur des animaux ou à des porteurs de projet ayant pour vocation de développer des initiatives sur le territoire de la commune d'Etterbeek pour le bien-être des animaux.

Le subside peut être de fonctionnement ou de projet.

Article 2 – définitions :

subside en numéraire : toute subvention dont l'objet est constitué d'une somme d'argent ;

subside de fonctionnement: octroyée dans l'objectif de permettre à une entité de poursuivre ses activités durant l'exercice en cours sans qu'elle soit précisément affectée à un poste particulier ;

subside de projet : toute subvention relative à un événement ou un projet ponctuel ;

Article 3 - Conditions

Le subside peut être octroyé à une ASBL, une association ou encore une personne morale active dans le bien-être animal ;

Elles doivent posséder leur siège social ou d'exploitation à Etterbeek, démontrer leur ancrage ou l'existence d'une antenne sur le territoire de la commune de Etterbeek ou développer des activités qui bénéficient aux animaux présents sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Toutes les organisations à but commercial sont exclues.

Article 4 - Procédure de demande

Toute subvention doit faire l'objet d'une demande écrite adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette demande devra impérativement être faite à l'aide du formulaire type ci-annexé dûment complété, sous peine d'irrecevabilité.

Les subsides sont accordés ou refusés par décision du Collège des Bourgmestre et Échevins sous réserve des crédits inscrits et disponibles au budget approuvé par le Conseil communal.

L'introduction d'une demande ne garantit pas l'octroi d'un subside. Le demandeur peut se voir refuser

l'octroi d'un subside notamment s'il s'est vu octroyer antérieurement par la commune d'Etterbeek, n'a pas rempli l'ensemble des conditions et ne s'est pas conformé aux obligations qui en découlaient, se verra refuser toute nouvelle demande d'octroi de subside.

En cas de rejet de la demande de subside par le Collège des Bourgmestre, le demandeur sera averti de ce refus ainsi que de ses causes dans les 15 jours ouvrables suivant ladite décision.

Article 5 – Montant du subside

Il ne peut être introduit qu'une seule demande de subsides pour un même projet. En ce qui concerne les subsides de fonctionnement, ceux-ci sont accordés, pour une même entité, une seule fois par année civile.

Dans tous les cas, le montant des subsides est limité à 2000 euros par an par association.

Article 6 – communication

Toute publicité ou publication en lien avec la réalisation du projet devra porter le logo de la commune d'Etterbeek, accompagné de la mention « Avec le soutien de la Commune d'Etterbeek ».

Article 7 - Procédure de liquidation du subside

§1er En vue de la liquidation de la subvention, le bénéficiaire de la subvention doit transmettre à la commune les pièces nécessaires et les justificatifs à la production du dossier et ce, conformément aux dispositions reprises dans le règlement du 18 septembre 2017 relatif au contrôle de l'octroi de subventions.

§2 La commune d'Etterbeek a la possibilité de récupérer les subsides octroyés en cas d'utilisation des subsides d'une manière non propice à atteindre l'objectif auquel le gestionnaire du projet s'est engagé, de double subventionnement ou dans les autres cas prévus au règlement du 18 septembre 2017 relatif à l'octroi de subventions.

Article 8 - Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Reglement voor de toekenning van subsidies in het kader van dierenwelzijn

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 25 maart 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de invoering van een subsidie die speciaal bedoeld is voor vereniging en projecten ten behoeve van het dierenwelzijn op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 25 maart 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de overdracht van 10.000 euro van het begrotingsartikel voor de werking van het dierenwelzijn (879/332 02/03) naar het nieuwe begrotingsartikel voor de toekenning van deze subsidies (879/332 02/01);

overwegende dat die subsidie tot doel heeft om initiatieven en projecten in verband met dierenwelzijn op het grondgebied van de gemeente Etterbeek aan te moedigen;

BESLIST

1. om het subsidieaanvraagformulier (in bijlage) goed te keuren;
2. om het reglement betreffende de toekenning van subsidies in het kader van het dierenwelzijn zoals hieronder opgenomen goed te keuren:

Reglement voor de toekenning van subsidies in het kader van dierenwelzijn

Artikel 1 – Aard van de subsidie

Dit reglement bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van contante subsidies aan verenigingen die zich inzetten voor dieren of aan projectdragers die initiatieven voor het dierenwelzijn op touw zetten in de gemeente Etterbeek.

De subsidie kan zijn voor de werking of voor een project.

Artikel 2 – Definities

Contante subsidie: elke subsidie die tot doel heeft een som geld ter beschikking te stellen.

Werkingssubsidie: wordt toegekend om een organisatie in staat te stellen haar activiteiten tijdens het lopende begrotingsjaar voort te zetten, zonder dat deze subsidie voor een specifiek doel is bestemd.

Projectsubsidie: elke subsidie met betrekking tot een specifiek evenement of project.

Artikel 3 – Voorwaarden

De subsidie kan worden toegekend aan een vzw, een vereniging of een rechtspersoon die actief is op het vlak van dierenwelzijn.

Zij moeten hun maatschappelijke zetel of exploitatiezetel in Etterbeek hebben, hun verankering of het bestaan van een afdeling in de gemeente Etterbeek aantonen of activiteiten uitwerken die de dieren in de gemeente Etterbeek ten goede komen.

Commerciële organisaties worden uitgesloten.

Artikel 4 – Procedure voor de aanvraag

Voor elke subsidie moet een schriftelijke aanvraag worden ingediend bij het college van burgemeester en schepenen. Die aanvraag gebeurt aan de hand van het bijgevoegde standaardformulier, dat volledig wordt ingevuld op straffe van niet-ontvankelijkheid.

De subsidies worden toegekend of geweigerd bij beslissing van het college van burgemeester en schepenen onder voorbehoud van de kredieten die zijn ingeschreven in de begroting die door de gemeenteraad werd goedgekeurd.

Een aanvraag indienen is geen garantie voor de toekenning van een subsidie. De aanvraag van een subsidie kan worden geweigerd, met name als de aanvrager al eerder een subsidie heeft gekregen van de gemeente Etterbeek, niet voldoet aan alle voorwaarden en zich niet houdt aan de verplichtingen die eruit voortvloeien, zal elke nieuwe subsidieaanvraag worden geweigerd.

Als het college van burgemeester en schepenen de subsidieaanvraag verwerpt, wordt de aanvrager binnen veertien werkdagen na de beslissing op de hoogte gebracht van de weigering en de redenen daarvoor.

Artikel 5 – Bedrag van de subsidie

Er kan slechts één subsidieaanvraag worden ingediend voor eenzelfde project. De werkingssubsidie wordt voor eenzelfde organisatie slechts één keer per kalenderjaar toegekend.

In alle gevallen is het bedrag van de subsidie beperkt tot 2.000 euro per jaar per vereniging.

Artikel 6 – Communicatie

Op alle reclame of publicaties in verband met de uitvoering van het project moet het logo van de gemeente Etterbeek worden afgebeeld met de vermelding “Met de steun van de gemeente Etterbeek”.

Artikel 7 – Procedure voor de uitbetaling van de subsidie

§1. Met het oog op de uitbetaling van de subsidie moet de begunstigde van de subsidie de nodige stukken en bewijsstukken voor het dossier aan de gemeente bezorgen in overeenstemming met de bepalingen uit het gemeentelijke reglement van 18 september 2017 betreffende de toekenning van subsidies.

§2. De gemeente Etterbeek heeft de mogelijkheid om de toegekende subsidies terug te vorderen in het geval dat de subsidies niet worden gebruikt om het doel te bereiken waarvoor de projectbeheerder zich heeft geëngageerd, in geval van dubbele subsidiëring of in de gevallen voorzien in het gemeentelijke reglement van 18 september 2017 betreffende de toekenning van subsidies.

Artikel 8 – Geschillen

Alle interpretatiegeschillen met betrekking tot deze bepalingen worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

5 annexes / 5 bijlagen

Règlement subside BEA.pdf, FR formulaire subside.docx, 20210503_BEA_Règlement NL subside BEA_dut-BE.docx, Col App 2503 subside aux associations et projet en faveur du BEA.pdf, 20210503_BEA_formulaire NL subside_dut-BE.docx

Culture - Cultuur

16 A.s.b.l. Artsphère – Convention d’occupation précaire de deux locaux au sein du Centre culturel Senghor à Etterbeek – Approbation

Le Conseil communal,

Considérant que le Centre culturel Senghor, bâtiment appartenant à la Commune d’Etterbeek, dispose de locaux qu’il met à disposition de différentes associations actives notamment dans le domaine de la culture, de la réinsertion socioprofessionnelle ou de la cohésion sociale ;

Considérant que l’asbl Artsphère a pour objet, notamment, de proposer à des personnes de tout âge des activités musicales, avec pour objectifs de créer l’épanouissement, de développer leurs capacités, leur

créativité et leur imagination, et d'utiliser la musique comme moyen d'expression ;

Considérant que cette a.s.b.l. est à la recherche d'un local pour organiser des ateliers à destination des enfants et adultes ;

Considérant que le local situé au deuxième étage du Centre culturel est libre ;

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117 et 232 ;

DECIDE d'adopter la convention d'occupation précaire suivante avec l'a.s.b.l. Artsphère pour le bâtiment situé 18, avenue du Maelbeek, à 1040 Etterbeek.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Entre la Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire Communale f.f., « propriétaire » ;

Ci-après « La Commune »

Et l'a.s.b.l. Artsphère, représentée par Madame Ioana Cristina Mihai, Administrateur, dont le siège social est situé au 81, rue Général Tombeur, 1040 Etterbeek,

Ci-après « l'a.s.b.l. »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet

La Commune consent un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable à l'a.s.b.l., portant sur 2 pièces situées au 2^{ème} étage du 18, avenue du Maelbeek, à Etterbeek.

Article 2 : Durée

La mise à disposition prend cours le 4 mai 2021 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2021, sans qu'une tacite reconduction ne puisse être invoquée.

Les locaux sont mis à disposition de l'a.s.b.l. les mardis, mercredi et jeudis, de 12h à 20h.

La Commune se réserve le droit de mettre un terme à la convention à tout moment, par lettre recommandée stipulant un préavis de 3 mois, ce qui permettra à l'a.s.b.l. de prendre à temps toute disposition utile en vue de libérer les lieux et ce, sans aucune indemnité pour quelque raison que ce soit.

L'a.s.b.l. pourra mettre fin à la convention à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis d'un mois.

Article 3 : Destination des lieux loués

Les lieux mis à disposition sont destinés à l'organisation d'ateliers de musique à destination de tout public, par l'école de musique Mezzoforte.

Aucune modification à l'affectation des lieux mis à disposition ne pourra être apportée par l'a.s.b.l. sans l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune, qui pourra toujours le refuser sans devoir en justifier les motifs.

Toute infraction à quelque clause que ce soit entraînerait de plein droit la rupture de la présente convention.

Article 4 : Redevance occupation.

Le droit d'occupation précaire et provisoire est consenti et accepté à titre gratuit.

Article 5 : Eau, gaz et électricité.

La commune supportera les frais de consommation de gaz et d'électricité.

Article 6 : Travaux.

L'a.s.b.l. signalera immédiatement à la Commune tout accident dont cette dernière pourrait être rendue responsable.

Elle en fera autant des dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Commune : à défaut de le faire, l'a.s.b.l. engagera sa responsabilité.

L'a.s.b.l. devra tolérer les travaux de grosses réparations mis à charge du propriétaire, même si ces derniers durent plus de quarante jours. Elle devra préserver les installations des effets du gel et veiller à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants. Elle n'utilisera pas les conduites comme prises de terre.

L'a.s.b.l. ne pourra faire usage ni du toit de l'immeuble, ni de la façade pour y installer une antenne et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit, sauf autorisation expresse et écrite du propriétaire.

La Commune ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

Article 7 : Transformations, Modifications.

L'a.s.b.l. ne pourra apporter aucun changement, modification, construction ou démolition dans les lieux sans le consentement préalable, spécial et écrit de la Commune. En outre, si la Commune donne son consentement, les travaux ne pourront être exécutés qu'aux frais de l'a.s.b.l. et sous sa seule responsabilité, à l'exclusion de celle de la Commune.

Article 8 : Réparations et Entretien.

L'a.s.b.l. sera tenue d'entretenir les lieux loués en bon état de réparations de toutes espèces.

La Commune peut exiger de l'a.s.b.l., par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations qui lui incombent et de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

L'a.s.b.l. devra permettre l'accès à la Commune ou à ses préposés, ou à toute autre personne désignée par la Commune, aux fins de procéder aux inspections et réparations rendues nécessaires, et de vérifier l'état des lieux général.

Lorsqu'une interruption des services du bâtiment est due à une cause échappant au contrôle de la Commune, l'a.s.b.l. ne pourra réclamer d'indemnité en raison des inconvénients qui en résulteraient pour elle.

Article 9 : Usage des lieux.

L'a.s.b.l. s'engage à jouir des lieux loués en personne prudente et raisonnable.

Les occupants ne pourront déranger les voisins par diffusion de bruits anormaux occasionnant des troubles de voisinage et cela plus particulièrement entre 22 et 7 heures.

Il est clairement stipulé que cette occupation est consentie dans le cadre d'un Centre Culturel qui accueille dans l'ensemble de son bâtiment diverses manifestations culturelles qui ne peuvent être gênées par le bruit que feraient les occupants. Dans la mesure du possible, un calendrier des manifestations culturelles sera à disposition de l'a.s.b.l. afin que celle-ci puisse être particulièrement vigilante durant leur déroulement. Ce planning sera consultable au 1^{er} étage.

Les participants ne se réuniront ni dans l'escalier, ni dans le hall. Il est interdit de fumer et de cuisiner dans les locaux.

Article 10 : Restitution, état des lieux.

Un état des lieux d'entrée sera réalisé contradictoirement avant l'entrée dans les locaux.

A la cessation du contrat, un état des lieux de sortie sera également effectué.

Article 11 : Cession et sous-location.

Les locaux faisant l'objet de la présente convention ne pourront être cédés ou sous-loués en tout ou en partie par l'a.s.b.l.

La Commune s'y opposera sans devoir justifier sa décision.

Article 12 : Assurances.

Le propriétaire a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur de l'a.s.b.l. Par conséquent, l'a.s.b.l. est exonérée de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive de l'a.s.b.l. est engagée dans un sinistre, celle-ci s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance.

L'a.s.b.l. s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance belge ou agréée en Belgique :

- une police d'assurance type intégrale incendie garantissant ses meubles et ses marchandises ; les risques suivants doivent être couverts :

- incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation éventuels

- tempête et grêle, dégâts des eaux, bris de vitrage

- assurance vol

- une police d'assurance de type RC générale.

L'a.s.b.l. devra produire une preuve de la conclusion de ces contrats avant l'entrée dans les locaux.

Article 13 : Clés

Deux clés d'entrée seront remises à l'a.s.b.l. En cas de perte de l'une de ces clés, le Centre Culturel sera immédiatement averti et le cylindre remplacé aux frais de l'a.s.b.l. Les autres frais liés aux reproductions multiples (équipe Centre Culturel, autres occupants) seront également à charge de l'a.s.b.l.

Article 14 : Accès

Les responsables de l'a.s.b.l. veilleront à ce que n'entrent dans le bâtiment que les membres de l'association ou leurs visiteurs. La porte d'entrée au rez-de-chaussée ne pourra en aucun cas rester ouverte ; l'accès s'organisera par le parlophone.

Les responsables de l'a.s.b.l. veilleront à ce que la porte d'entrée soit fermée à double tour au moment où ils quittent les lieux sauf en cas d'occupation par d'autres personnes, ce qui sera précisé à chaque fois par

le Centre Culturel.

Ils s'assureront également de la prise de mesures adéquates en matière de prévention contre le Covid-19.

En autant d'exemplaires que de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la Commune :

Pour l'a.s.b.l. Artsphère ,

Par ordonnance :

La Secrétaire Communale f.f.,

Pour le Bourgmestre,

Par délégation,

Annick PETIT

Colette NJOMGANG,
Echevine

Madame Ioana Cristina MIHAI,
Administrateur.

vzw Artsphère - Precaire bezettingsovereenkomst van 2 lokalen in het Cultureel Centrum te Etterbeek Senghor - Goedkeuring

Vertaling volgt.

Secrétariat - Secretariaat

17 Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille sur l'instauration de toilettes publiques- report du 29/03/2021

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Echevin.e.s,

Avec la fermeture des bars et restaurants en raison de la crise sanitaire, le nombre de toilettes accessibles a chuté drastiquement avec des conséquences loin d'être anodines pour les sans-abris, les chauffeurs-livreurs, les personnes âgées, les travailleurs en extérieur, les femmes, les enfants, les personnes malades, ...

La crise que nous traversons ne fait qu'exacerber ce problème qui peut être source de situations très compliquées, tout spécialement pour les femmes.

Cette absence de toilettes accessibles est un problème de santé publique qui peut avoir des conséquences médicales pour de nombreuses personnes.

Le problème de l'accès à des sanitaires publics n'est pas nouveau, mais avec le confinement et la fermeture de l'horeca, il y a une prise de conscience généralisée et il est grand temps de la traduire dans des faits concrets.

En ce sens, nous avons les questions suivantes :

- Un cadastre des toilettes publiques sur la commune existe-t-il ? Il peut s'agir de toilettes publiques

mais également de toilettes se trouvant dans des bâtiments publics ou offrant un service au public comme une administration communale, une bibliothèque, un centre de sports, un centre culturel, un parc...

- Envisagez-vous, à l'instar de la ville de Bruxelles, de sensibiliser le secteur de l'horeca et les services au public à rendre possible, même à ceux qui ne sont pas clients ou usagers, l'accès à leurs toilettes, par exemple, en octroyant un label de type « Toilettes accueillantes » et une prime pour l'entretien ?
- Envisagez-vous d'instaurer des toilettes publiques et, pour en réduire les coûts, de créer un partenariat public-privé avec JC Decaux par exemple, et/ou avec la Région ?

Interpellatie van Louise-Marie Bataille over de opening van openbare toiletten- uitstel van 29/03/2021

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Door de sluiting van bars en restaurants als gevolg van de gezondheidscrisis is het aantal toegankelijke toiletten drastisch gedaald, met verre van onschuldige gevolgen voor daklozen, chauffeurs-bezorgers, senioren, mensen die buiten werken, vrouwen, kinderen, zieken, enzovoort.

De crisis die we doormaken verergert dit probleem alleen maar, wat tot zeer ingewikkelde situaties kan leiden, vooral voor vrouwen.

Het gebrek aan toegankelijke toiletten is een volksgezondheidsprobleem dat voor veel mensen medische gevolgen kan hebben.

Het probleem van de toegang tot openbare toiletten is niet nieuw, maar door de lockdown en de sluiting van de horeca is er een algemeen bewustzijn ontstaan en het is hoog tijd dat dit wordt omgezet in concrete feiten.

In die zin heb ik de volgende vragen:

- Bestaat er een inventaris van de openbare toiletten in de gemeente? Het kan gaan over openbare toiletten, maar ook over toiletten die zich in openbare gebouwen bevinden of in gebouwen die een dienst aanbieden aan het publiek zoals een gemeentebestuur, een bibliotheek, een sportcentrum, een cultureel centrum, een park...
- Overweegt u om, net zoals Brussel-Stad, de horecasector en de openbare diensten te sensibiliseren om hun toiletten toegankelijk te maken, ook voor personen die geen klant of gebruiker zijn, bijvoorbeeld door een label toe te kennen zoals "Gastvrije toiletten" en een premie voor het onderhoud?
- Overweegt u om openbare toiletten te openen en, om de kosten daarvan te drukken, een publiek-privaat partnerschap op touw te zetten met bijvoorbeeld JC Decaux en/of met het Gewest?

18 Interpellation de Monsieur Vincent Biauze concernant l'extension des terrasses HORECA.

En 2020, lors des mois d'été, la commune d'Etterbeek avait autorisé, dans le cadre des mesures sanitaires,

le secteur Horeca à transformer des places de parking en terrasse.

Le 1er avril 2021, le gouvernement de la région bruxelloise a simplifié les règles urbanistiques pour l'établissement de ce dispositif tout en conservant un processus d'autorisation par les communes.

Ainsi ces terrasses sont dispensées de permis d'urbanisme si elles sont saisonnières - par exemple, entre le 1 avril et le 31 octobre et/ou pendant les fêtes de fin d'année, si la terrasse est démontée au moins une fois par an et si le plancher de la terrasse se limite aux places de stationnement existantes.

Concrètement, les terrasses à structures flexibles, modulaires, polyvalentes et déplaçables quotidiennement ne sont pas soumises à l'obtention d'un permis d'urbanisme, à condition de laisser un passage libre de 1,50 mètre.

En plus des aides financières régionales et fédérales, les cafés et restaurants auront besoin de tous les dispositifs de soutien nécessaire au moment de leur prochaine réouverture. Les terrasses joueront un rôle essentiel dans la relance du secteur, tout en contribuant au lien social au cœur de nos quartiers.

Pouvez-vous nous dire :

- + en 2020, combien de terrasses de ce type ont été autorisées par la commune d'Etterbeek?
- + quelle en est l'évaluation par la commune d'Etterbeek?

Interpellatie van Mijnheer Vincent Biauce betreffende de uitbreiding van de horecaterrassen.

In 2020 heeft de gemeente Etterbeek tijdens de zomermaanden toestemming gegeven aan de horecasector om parkeerplaatsen om te vormen tot terrassen in het kader van de gezondheidsmaatregelen.

Op 1 april 2021 heeft de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de stedenbouwkundige regels voor dit soort voorzieningen vereenvoudigd, maar er is nog steeds een proces waarbij de gemeenten toelating moeten geven.

Zo zijn de terrassen vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning als ze seizoensgebonden zijn (bijvoorbeeld tussen 1 april en 31 oktober en/of tijdens de eindejaarsfeesten), als het terras minstens één keer per jaar wordt afgebroken en als de vloer van het terras zich beperkt tot de bestaande parkeerplaatsen.

Concreet is er voor terrassen met flexibele, modulaire en polyvalente structuren die dagelijks verplaatst kunnen worden geen stedenbouwkundige vergunning nodig op voorwaarde dat er een vrije doorgang van 1,50 meter is voorzien.

Bovenop de financiële steunmaatregelen van het Gewest en de federale regering hebben de cafés en restaurants alle hulp nodig wanneer ze binnenkort opnieuw opengaan. De terrassen zullen een belangrijke rol spelen in de heropleving van de sector en zullen bijdragen tot de sociale banden in onze wijken.

Kunt u ons zeggen:

- + Hoeveel van dit soort terrassen hebben in 2020 een vergunning gekregen van de gemeente?
- + Wat is de evaluatie van dit initiatief door de gemeente Etterbeek?